LE MONDE **libertaire**

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 88 ✶ Mars 1963 ✶ 1 f.

SOCIALISATION OUI!

Nationalisation NON!



Le chef de l'Etat pense-t-il devoir faire remettre en état les camps de concentration de Barcarés, Argelès, St-Cyprien, Gurs ? (Photo, Viollet.)

REMOUS A « L'EXPRESS » ET A « FRANCE-OBSERVATEUR »

Révolution arabe et GACHIS IRAKIEN

SOLUTIONS LIBERTAIRES au problème paysan

DIDEROT AU THEATRE

EDITORIAL

MADRID & PARIS

« L'horreur ne touche plus les consciences » Et bien, les bombes les réveilleront. Et ce sera la justice de l'histoire. »

La lucide vision des événements par Camillo BERNERI écrivant ces mots en décembre 1936 au plus fort de la bataille de Madrid, ne fut pas prise en défaut.

Madrid fut écrasée, entrainant avec elle ses héroïques défenseurs. La ruine et la mort se déplacèrent vers de nouvelles villes. Le grand massacre du peuple espagnol fut le prélude à d'autres crimes. D'autres avions, d'autres mercenaires, d'autres chefs, d'autres idéologies après Hitler, après Mussolini, Staline et Blum assurèrent la relève.

De Gaulle vient d'envoyer son policier et son militaire rencontrer leurs homologues de Madrid ; alors, la colère plus que l'inquiétude nous assaille. Aussi nous voudrions que la nouvelle génération comprenne qu'il ne s'agit pas pour nous de manifester un attachement sénile à un passé révolu si tragique qu'il soit.

Si juillet 1936 marqua, certe, la fin d'une époque — la barricade romantique —, c'est surtout le commencement d'une longue suite d'échecs pour le socialisme et une longue série de victoires pour la barbarie triomphante.

Lorsqu'à propos d'un film « suspendu », Madame Françoise Giroux écrit dans « L'Express » que la guerre d'Espagne, ce fut la gauche trahie par elle même, nous disons, NON !

Madame, ce n'était pas la gauche qui était au combat en Espagne, mais le prolétariat avec ses qualités et ses travers. Quand la gauche, c'est-à-dire les partis, leurs moyens et leurs méthodes intervinrent pour imposer leur ordre et conditionner la révolution, la bataille fut dès lors perdue. Et c'est cela la grande leçon de la guerre d'Espagne.

Revenons à Berneri :

« Pilate est aussi infâme que Judas. Qui est Pilate aujourd'hui ? Ce n'est pas seulement l'assemblée des renards genevois, ce ne sont pas seulement les autruches du matérialisme social-démocrate, Pilate c'est toi, prolétariat européen. »

Que la sécurité de l'Empire gaulliste, menacée (?) par quelques compagnons d'armes « égarés » s'achètent au prix des mesures qui menacent les travailleurs espagnols, voilà la juste récompense de la lâcheté.

Comités et meetings ne changeront rien à cela. On ne s'est pas battu sur le Front d'Aragon avec des meetings. Ceux-ci n'ont pas modifié la condition des travailleurs espagnols. La solidarité du peuple français se traduisit par les camps de concentration, les bataillons de travail, la déportation en Allemagne, pendant que Franco, le pantin tragique, emprisonnait, torturait et fusillait à loisir.

Ces menaces sont imprécises, dit-on ? Mais existe-t-il en France une seule communauté qui voit sa presse prohibée, le droit de réunion suspendu, à qui une partie du territoire est pratiquement interdite et qui vit sous la menace de provocations policières en réponse à la bombe du Consulat de France à Barcelone.

Après l'abandon de l'Espagne, tous, nous disons bien tous, les atouts étaient entre les mains des dirigeants. Aussi, tout près de nous et cela pour éclairer la lanterne des naïfs, l'affaire algérienne et la honte pour le prolétariat français qui s'y rattache ne fut rendue possible qu'à la faveur de ce premier renoncement.

Madrid a mérité son titre de SUBLIME. Prolétaire français, la Commune de Paris est bien loin.

NÉCROLOGIE

UNE VIEILLE AMIE VIENT DE NOUS QUITTER

Jeanne Laisant, la maman de notre camarade Maurice Laisant, vient de disparaître et c'est tout notre mouvement libertaire qui ressentira profondément cette perte. On ne dira jamais assez tout ce que notre mouvement doit à ces femmes courageuses, compagnes ou mères des militants attentives à entretenir la chaleur d'un foyer où les hommes las de parcourir les chemins à semer de la poésie sociale, vienent se réchauffer, se retremper, oublier les échecs et construire de nouveaux bonds en avant. Jeanne Laisant fut véritablement le symbole de ces gardiennes attentives du refuge et dans sa maisonnette sertie d'un jardinet auquel les fleurs conféraient ce cachet qui est celui des êtres d'élite, des générations de militants, venant de tous les horizons, sont passées et tous avaient apprécié la tranquille douceur que la bonne hôtesse savait entretenir.

Oui, Jeanne Laisant, qui fut tout cela, nous laissera un souvenir attristé, mais limpide comme le fut sa vie qui s'épanouit harmonieusement dans un milieu fécondé par notre pensée anarchiste. Elle est partie simplement comme elle avait vécu, sous le souffle impitoyable du temps. Mais son souvenir restera parmi tous ceux qu'elle considérait un peu comme ses « petits » et qui la pleureront comme quelque chose de rare, de fragile, hélas, mais de toujours présent.

M. J.

MARIUS DELORME

Lorsque Sébastien FAURE accomplissait ses tournées de conférences au cours desquelles il prodiguait la parole anarchiste devant des salles pleines et des auditoires émerveillés, pourquoi se détournait-il des grandes villes qui faisaient partie de son périple, pour se faire entendre dans une petite sous-préfecture du Lot-et-Garonne au nom sonore comme celui d'un héros de Michel Zévaco ?

C'est que là, à NERAC, il y avait un ami et un camarade qu'il était toujours heureux de revoir et de soutenir dans sa propagande.

Marius DELORME, fils du militant dont nous parle MALATO dans « Les Joyeusetés d'exile » et qui courait l'Europe au vent des révolutions, Marius DELORME, digne descendant d'un tel père, lutta durant sa vie pour les idées qui nous sont chères.

Il fut un havre pour tous les compagnons éprouvés, poursuivis ou dans le besoin, il fut un de ces centres d'idéal et d'action anarchiste qui rayonne à travers notre Pays comme à travers le Monde.

Faut-il rappeler son action lors de la débâcle révolutionnaire espagnole, ses démarches à travers le pays gascon pour placer nos camarades exilés dans des fermes ou dans des métairies, son appel à tous les membres de la famille anarchiste pour le secourir et lui permettre de mener à bien sa tâche ?

C'est cette même famille anarchiste qui l'accompagna à sa dernière demeure et qui lui adresse ici le salut de ceux qui lui survivent et s'efforceront d'être dignes de lui.

M. LAISANT

AMIS DE HAN RYNER

Dimanche, 17 mars, 14 heures 45,
au Café de la Gare, 3, Place St-Michel (sous-sol),
assemblée générale sous la Présidence de Marcel RENOT.
Causerie de Charles-Auguste BONTEMPS :
« Où en est le problème du Totémisme »
Une discussion amicale suivra.
Un hommage au peintre GABRIEL BELOT, et le souvenir de Gérard de LACAZE-DUTHIERS seront évoqués par L. SIMON.
Invitation cordiale aux sympathisants.

MEETINGS ET CONFERENCES

LE GROUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE « SPARTACUS » invite fraternellement tous les sympathisants à participer à ses causeries mensuelles.

La prochaine causerie aura lieu le mercredi 13 mars, à 20 heures 45, 4 la « Maison pour la Liberté de la Culture », 10, place Ste-Claire, Grenoble, sur le thème :

« Le Front Front Populaire (juin 1936) et l'échec du réformisme ».

Venez nombreux.

★

UNION DES GROUPES ANARCHISTES-COMMUNISTES DE LA REGION PARISIENNE

CYCLE DE CONFERENCES

Vendredi, 8 mars 1963 :
Rapport entre l'organisation et les masses. F. LEMOINE.
Vendredi, 29 mars 1963 :
Fédéralisme contre centralisme. PRATT - COTTER.
Vendredi, 19 avril 1963 :
Evolution politique en France et en Europe occidentale.
24, rue Sainte-Marthe, Paris 10e, à 21 heures
Renseignements : F. LEMOINE, 3, rue Ternaux, Paris, XIe

★

LE GROUPE DES AMITIES INTERNATIONALES

organise
Vendredi, 15 mars à 20 heures 30
24, rue Sainte-Marthe (Métro Belleville)
une conférence d'information sur le thème :
« LES GITANS REVELES »
Orateurs : VANKO, LEULEA ROUDA et LILO DUBOIS
Partie Artistique avec IVAN VASIC le Django Rheinhardt des Balkans.

★

LE GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL

Informe
ses camarades, ses amis et tous ses fidèles spectateurs que son GALA ANNUEL qui est fixé habituellement première quinzaine de mars sera cette année remis à une date ultérieure, la salle des fêtes du Moulin de la Galette étant indisponible (loué actuellement à la télévision).

★

LE GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL
LE GROUPE LIBERTAIRE EMILE HENRY
LE GROUPE ANARCHISTE D'ASNIERES

organisent
samedi, 30 mars 1963, à 17 heures précises
UN COLLOQUE sur le thème :
LES ANARCHISTES DEVANT LA CREATION ARTISTIQUE
au local de Montmartre, 110, passage Ramey, Paris 18e
(Métro Joffrin ou Marcadet Poissonniers)

Souscriptions

Sommes reçues du 12 janvier au 9 février

Delannoy 2,00; Roche 1,00; Sévère 1,00; Lantuejoul 2,00; Copette 4,00; Bon 4,50; Chaumarel 4,50; G. Amitiés internationales 80,00; Gizard 5,00; Dépieds 10,00; Hervé 5,00; Idelot 10,00; Trudelle 10,00; Jullien H. 10,00; Sanchez B. 5,00; Laubard 5,00; Roger S. 2,00; Méallier 5,00; Viusa 10,00; Barbe 10,00; Praggia 5,00; Bartelletti 5,00; Dauguet 5,00; Parodi 10,00; H. 10,00; Lutton Jacques 10,00; Sheltane 5,00; Fabert 10,00; Dumas A. 10,00; Respaut 15,00; Hedoux 5,00; Hagnauer 2,00; Davesne 5,00; Besnard A. 2,00; Laillier 5,00 Grall 10,00; Allué 5,00; Freydure 5,00; Bianco 1,70; Michot 10,00; Brats 1,00; Mauruc 10,00; Vola 4,50; Perrelet 10,00; Blachère 15,00; Mme François 10,00; Gailliot 5,00; Setti 5,00; Roque 2,00; Vincent G. 10,00; Moinet 5,00; Baila 15,00; Gouarin 4,50; Gonzáles 10,00; Rappert 10,00; Groupe d'Asnières 25,00; Bonvalot 40,00; Despeyroux 5,00; Ulrich 5,00; Carretier 5,00; Floristan 5,00; Hémy 10,00; Schurr 10,00; Sala 10,00; Leroy 5,00; Vola 4,00; Vailland B. 10,00.

AVIS DE RECHERCHE

Enrique JIMENES UNSAIN, arrivé en France depuis deux mois, voudrait savoir si possible où pourrait se trouver son frère Francisco, natif de San Sebastian que le Gouvernement Républicain Espagnol avait évacué en France en 1937, alors qu'il devait avoir 7 à 8 ans.

Ecrire à Serge Peincedé, Passy-les-Tours par La Charité (Nièvre), qui transmettra.

Le directeur de la publication,
Maurice Laisant.

Imprimerie des Gondoles
(S.A.R.L. au capital de 10.000 frs
4 et 6, rue Chevreul. Tél. BEL 27-73
Choisy-le-Roi (Seine)

VIE DE LA FEDERATION

F. A.
Groupes et militants, adressez vos cotisations à Hélène Gouroussi, 3, rue Ternaux, Paris, XIe. C C P 15 912 21 Paris.

AIX EN PROVENCE
GROUPE LIBERTAIRE
S'adresser à José BARRACHINA, Clos des Fleurs, Bâtiment A, 41, Avenue P.-Solari.

ANGERS-TRELAZE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie.

ASNIERES
GROUPE ANARCHISTE
Salle du centre administratif, Place de la Mairie (deuxième et quatrième mercredi).

BORDEAUX
GROUPE ANARCHISTE « SEBASTIEN FAURE »
S'adresser à PEYRAUT Yves, 15, rue Blanqui, à CENON (Gironde).

BAYEUX
GROUPE LIBERTAIRE
Réunion chaque mois. S'adresser à J. P. Belliard (Ecole à GUERIN par Bayeux (Calvados).

CAEN
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Michel FREROT, 57, route de Luon-sur-Mer à CAEN (Calvados).

CARCASSONNE
GROUPE HAN RYNER
Francis DUFOUR, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, à CARCASSONNE (Aude).

COMMENTRY
GROUPE ANARCHISTE
Animateur, Louis MALFANT. Boulevard Rambourg, à COMMENTRY (Allier).

FALAISE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Louis LA FAYE, 10, rue Gambetta à FALAISE (Calvados).

GIVORS
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à G. DARTOIS, Chemin des Charmes à GRIGNY (Rhône).

LE HAVRE
GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND.
Pour tous renseignements, s'adresser à A. DAUGUET, 15, rue Schubert, au HAVRE (Seine-Maritime).

LYON
GROUPE ELISEE RECLUS
Permanence tous les samedis de 17 à 19 h. Café Bon Accueil, 71, rue de Bonnel à LYON (3e). Adresser toute correspondance au secrétaire AVIAS Raoul, 56, rue Pierre-Lémerd à OULLINS (Rhône).

MARSEILLE
GROUPE ANARCHISTE MARSEILLE-CENTRE.
Réunion tous les lundis de 18 h 30 à 20 h. 12, rue Pavillon, 2e étage.

NANTES
GROUPE FERNAND PELLOUTIER.
Secrétaire, Louis SIMIER, 44, rue de Sèvres, à NANTES (Loire-Atlantique).

SAINTES
GROUPE LIBERTAIRE
Prière de prendre contact avec le camarade Georges AUZANNEAU, route de Marennes, à SAINTES (Charente-Maritime).

TOURS
GROUPE LIBERTAIRE « PAUL ZORKINE ».
Responsables : Maraudin, A. et Schakummunds, J. J.
Renseignements : 3, rue Ternaux, Paris, XIe.

PARIS
GROUPE D'ETUDES ET D'ACTION ANARCHISTE.
Permanence chaque samedi de 15 à 19 h, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

GROUPE LES AMITIES INTERNATIONALES
Réunion chaque samedi à 17 h, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

GROUPE LIBERTAIRE EMILE HENRY.
Réunion tous les jeudis de 21 à 23 h. 30.
Pour tous renseignements, s'adresser à J. BONNET, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

Un nouveau groupe vient de naître.
LE GROUPE MAX STIRNER
Pour tous renseignements s'adresser 3, rue Ternaux, Paris, XIe.

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL.
Réunion du Groupe : Samedi 2 mars à 17 heures précises, au local de Montmartre, 110, passage Ramey, Paris XVIIIe.
Ordre du jour : Discussion sur LE MONDE LIBERTAIRE; le congrès de la F. A. 1963; divers; le quart d'heure du militant, par Jean ROLLIN.

GROUPE DU MONDE LIBERTAIRE.
3, rue Ternaux, Paris.

UNION DES GROUPES ANARCHISTES COMMUNISTES
Permanence tous les samedis de 14 h. à 18 h.
Pour ces groupes, renseignements à l'U.C.A.C. ou Francis LEMOINE, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

Pour le canton d'AULNAY, BLANC - MESNIL, SEVRAN, VILLEPINTE, un camarade formerait un groupe.
Renseignements, r. Ternaux.

GRENOBLE
GROUPE ANARCHISTE COMMUNISTE SPARTACUS.
S'adresser à KERAVIS, 162, rue Léon Jouhaux, à GRENOBLE (Isère).

LILLE
GROUPE ANARCHISTE «LA COMMUNE LIBERTAIRE» C.N.T., S.I.A., espérantistes - révolutionnaires. S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MAISONS-ALFORT
GROUPE ELISEE RECLUS.

PARIS V
GROUPE KRONSTADT

HAUTE-SAVOIE
GROUPE BERNERI

MACON
GROUPE GERMINAL.

Drame et comédie au P.S.U.

Le torchon brûle entre les fondateurs de « France-Observateur ». La direction de « L'Express » remanie sa rédaction ! Le dernier Congrès du P.S.U. a vu le fossé se creuser entre ses différentes tendances. La gauche s'effritte. Mais existe-t-il encore une gauche socialisante ? Assurément, il existe dans le pays un public pour un mouvement socialiste révolutionnaire à égale distance du socialisme étatique de monsieur Guy Mollet et du communisme dictatorial de monsieur Maurice Thorez. Le P. S. U., flanqué de deux hebdomadaires sympathisants à ses efforts, a eu un instant l'espoir d'être l'expression de ce socialisme ; mais en lui ôtant son contenu révolutionnaire pour lui substituer un contenu technocratique, il a écarté de lui les travailleurs et son échec a pulvérisé cet amas hybride que les deux hebdomadaires appelaient pompeusement la « gauche ». Il ne pouvait pas en être autrement. Pourquoi ?

∴

La politique des Partis communiste et socialiste avait au cours de ces dernières années soulevé des remous non seulement chez les militants mais également au sein des appareils. Départs et exclusions provoquèrent le regroupement des militants disponibles, dans des chapelles dogmatiques et c'est d'un essai de rassemblement de ces groupes autour des intellectuels de « France-Observateur » qu'est né le P.S.U. Ensemble boiteux où le chrétien voisinait avec le laïque, le réformiste avec le partisan du centralisme démocratique et que vinrent encore plus déséquilibrer, d'une part les militants des formations trostkistes et victimes des continuelles épurations qui sont le caractère de ces formations sectaires et d'autre part les bourgeois libéraux qui suivaient Mendès-France. En dehors d'une haine solide contre les partis dont ils étaient issus, ces hommes n'avaient rien de commun entre eux. Certains voyaient dans le parti nouveau le moyen d'une revanche sur les appareils qu'ils n'avaient pas conquis ou plus simplement d'une revanche électorale, d'autre rêvaient à travers le social, voire le socialisme, de réactualiser les mythes religieux, des politiciens retors se voyaient déjà la fructueuse charnière du front populaire d'abord électorale, puis gouvernementale ; enfin Naville et ses amis allaient pouvoir en dehors des groupes minuscules, expérimenter les méthodes géniales du vieux Trotsky. Et le P. S. U. fut d'abord un parti de chefs, de théoriciens « qui savaient ». Le malheur fut d'abord que leur savoir était différent et surtout que par leurs origines ils étaient parfaitement inaptes à combler le vide laissé dans le pays par l'absence d'un parti socialiste révolutionnaire et qu'enfin cet ensemble disparate n'avait aucune originalité car la politique que préconisait chaque morceau de ce tout, était en fait la politique de la S.F.I.O. pour les uns, la politique du P.C. pour les autres, l'agitation trotskiste ou le christianisme social pour les moins nombreux ou les plus sectaires. La direction de « L'Express », comme celle de « France-Observateur » comprirent rapidement le caractère du P. S. U. et ils décidèrent non seulement de faire une politique différente du parti mais également pour des raisons commerciales une politique différente entre les deux journaux, ce qui ne fit qu'aggraver la confusion.

∴

C'est le bricolage intellectuel qui a mis à l'encan le socialisme de « gôche »

A ce parti il fallait une base, ce fut les journaux qui se chargèrent de la conquérir. Quoi que puissent penser le lecteur, les deux hebdomadaires se ressemblent comme des frères siamois, et si on laisse de côté le particulier, c'est-à-dire le jeu des Bourdet ou des Ser-

par Maurice JOYEUX

van-Schreiber, qui construisent d'abord leur carrière politique et les bougres ont les dents longs, on peut constater que la politique des deux groupes est la même. Alors que la politique du parti communiste comme celle du parti socialiste était entièrement tournée vers l'électoralisme et que par conséquence celle d'un nouveau parti se réclamant de la gauche socialiste exigeait de prendre de la distance afin de poser des problèmes sous d'autres bases. Les deux hebdomadaires firent exactement le contraire. Le journal fut actualisé à l'excès. Des solutions immédiates et sans fatigue furent proposées pour tous les problèmes, solutions qui naturellement s'inscrivaient toutes dans le cadre du régime capitaliste. On fit au public toutes les concessions imaginables et à cet égard le courrier « inspiré » de ces journaux est savoureux. Certes, ces hebdomadaires se créèrent une clientèle, la même d'ailleurs, car nombreux sont les lecteurs des deux journaux. Clientèle d'intellectuels, de militants déçus, clientèle de jeunes encore à l'école.

∴

La base du P. S. U. est exactement celle des deux périodiques. Les travailleurs, à l'exception de quelques cadres de F. O. ou de la C. G. T., sont restés à l'écart, dégoûtés par leurs positions syndicales, entièrement axées sur la C.F.T.C. Les jeunes sont en assez grand nombre entrés au P. S. U., dont ils forment l'élément de choc. Et les dirigeants de crier victoire, un peu vite cependant, car, là aussi, il est à remarquer que les jeunes ouvriers des usines se sont tenus à l'écart. La jeunesse du P. S. U. est une jeunesse circonstancielle, saisonnière, si on peut dire. C'est la jeunesse intellectuelle du quartier latin ! Une jeunesse qui milite jusqu'à ce que, la thèse passée, le métier et la province la reprennent. Une jeunesse turbulente, mais petite bourgeoise qui débraye jeune et qui en tous cas une fois intégrée dans la profession, perd toute valeur militante. Et c'est ce qui explique que le P. S. U. ne se soit pas développé. Coupé des masses ouvrières, il est condamné à voir ses militants se disperser tous les quatre ou cinq ans, pour se renouveler par d'autres extrêmement jeunes, qui sont des clients pour ses ailes turbulentes, ce qui aggrave encore le malaise du parti. Base instable qui, à seize ans sèche le cours ou la table familiale, pour la manifestation et qui à trente ans fournira dans les cantons des électeurs à un Mendès assagi.

∴

Le drame de ce parti divisé en huit tendances et de ces journaux qui s'interchangent leur Suffert et leur Jean Cau nous intéressent dans la mesure où il existe un vide dans ce mouvement ouvrier français. Il y a en France trois socialismes traditionnels : Le socialisme électoral de Jaurès, qui toute proportion gardée, est celui de la S. F. I. O. ; le socialisme Guesdiste, qui s'est fondu dans le P. C., et le Blanquisme, socialisme qui de Vaillant à Marceau-Pivert, a toujours représenté une partie non négligeable du prolétariat. Or, seul ce socialisme aurait un avenir limité, dans la mesure où il prendrait du recul et abandonnerait l'électoralisme et le parlamentarisme dépassés. Aujourd'hui ce socialisme se heurte au carriérisme des intellectuels d'extrême gauche formée par le trotskisme et qui malgré leur mutation conservent de l'enseignement de l'école, le péché originel qui en font des éléments de désagrégation. Difficile également, car le P. C. ne tolérera pas la création d'un parti révolutionnaire sur sa gauche et comme il le fait déjà pour le P. S. U. il s'empressera d'y introduire ses hommes, qui y seraient un élément supplémentaire de désordre. En fait, la raison même de l'échec du P.S.U., comme celui d'un éventuel parti blanquiste tient essentiellement à leur étroite base de recrutement. Pour leurs cadres, la politique est un jeu philosophique et ils sont alors en incompatibilité d'humeur avec les travailleurs pour qui la politique est une réalité sociale.

∴

Le P. S. U. est une organisation qui durera, car elle correspond à certains facteurs que j'ai essayé d'expliquer plus haut. Le parti continuera à être le réceptacle des aigreurs des laissés pour compte des grands partis traditionnels et les travailleurs resteront à l'écart. Ils sentent communément que ces jeux sont dépassés. Leur socialisme à eux, c'est le socialisme syndical, décentralisateur, le socialisme de construction en dehors du régime, le socialisme libertaire.

Evtouchenko ou le conformisme khrouchtchevien

Un poète russe à Paris
Et la Salle de la Mutualité s'emplit
De centaines d'imbéciles
Snobs de gauche et gogos
Du vent d'Est.
C'est beau, c'est merveilleux la Russie,
C'est libéral aussi,
Puisqu'un jeune poète un peu violent
Peut en sortir
Et dire
Ce qu'il veut dire
Sans être censuré par un autre.

∴

Lui et quelques-uns
Lui qui a dit
LE PARTI M'A ORDONNE DE NE PAS [M'APAISER.

Lui qui a la confiance
Du Chef d'aujourd'hui
Peut vitupérer le Chef d'hier
Et voyager.

Vive la Liberté
Des élus, des ambassadeurs ;
Et oublions
Les jeunes, les poètes non arrivés au [Kremlin,
Les russes ou les hongrois quelconques ;
Ceux qui aimaient par milliers entendre
Les vers de liberté,
Dans la rue, au cercle Petöfi
Et la liberté pour tous.
En 1956, quand déjà régnait Khroucht- [chev.

J. PRESLY



Histoire de la guerre d'Algérie

La gauche française est loin d'avoir dépassé la crise où l'a plongée son impuissance idéologique et pratique face à la guerre d'Algérie. Les discussions continuent sur les différentes conduites qui ont été — ou auraient dû être — adoptées, et sur les révisions théoriques qu'exigent les problèmes du Tiers Monde en général. Enfin, les désillusions provoquées par la politique ben-belliste inspirent des doutes à beaucoup de ceux qui avaient agi aux côtés du FLN avec la conviction de servir la cause du socialisme.

C'est dans ce climat que se situe ce numéro double de « La Nef ». A côté de récapitulations historiques (chronologie de la guerre, par Jean-Paul BENOIT, histoire de l'O.A.S. par Paul-Marie de la GORCE, les « négociations secrètes », par Charles - Henri FAVROD), et d'une mordante analyse de la politique et de la psychologie gaullistes par Pierre VIANSSON-PONTE, on lit avec un intérêt particulier les mises au point et réflexions de journalistes qui avaient été chargés de l'information sur l'Algérie dans la presse de gauche, ou d'intellectuels qui avaient participé de près à la lutte anticoloniale.

A la base des désillusions françaises, écrit Jean DANIEL, il y a tout d'abord un malentendu, un divorce entre « élite » et « peuple ». Les militants et intellectuels français ont été en contact avec les éléments modernistes de l'Algérie, syndicalistes, étudiants, ouvriers de la Fédération de France, et ont par là sous-estimé l'importance primordiale de l'élément arabo-islamique dans la lutte pour l'indépendance.

C'est cet aspect que développe en détails l'étude de René DELISLE sur les origines du F. L. N. Sur le plan international, il faut restituer le combat algérien dans le contexte de l'Orient arabe, et sur le plan sociologique dans l'ensemble d'une entreprise de renaissance culturelle arabe et islamique : « *L'insurrection algérienne a été pour l'essentiel une lutte menée par des paysans pauvres et attachés à leurs traditions pour obtenir par les armes la restauration intégrale d'un ordre fondé sur les valeurs auxquelles ils étaient restés fidèles malgré un siècle de domination coloniale.* »

Les termes européens de *révolution* et de *socialisme* ont été plaqués sur des réalités nettement différentes. Le socialisme, en fait, comme conclut J. DANIEL, « *est à amorcer en Algérie à partir des réalités arabo-islamiques.* »

Et c'est justement l'incapacité de concevoir le destin politique autonome des pays du Tiers-Monde qui caractérise pour Michel CROUZET la faillite intellectuelle de la gauche française. En faisant le bilan de sept années de lutte, il dénonce la sclérose et la politique de boutique des états-majors « ouvriers », en terminant sur une critique très dure de la mentalité « révolutionnariste » : « *Toute avant-garde agit par surenchère et confusion.* »

Je ne peux que recommander la lecture de ce numéro, pour l'information ainsi condensée tout comme pour les problèmes qu'il soulève.

René FUGLER

(«La Nef», Cahier spécial, n° 12-13 : *Histoire de la guerre d'Algérie suivie d'une histoire de l'OAS*).

Flashes sur l'actualité

LIBERTE ! LIBERTE CHERIE !

A la tribune de Paris, où l'on discutait de la politique gaulliste (ce qui est plus hasardeux que de risquer sa chance au tiercé), l'un des débatteurs osa s'étonner du rapprochement de Gaulle-Franco.

Au dixième de seconde, le larbin de service, M. Jacques Legris fut là pour lui couper la parole, noyer le poisson et inviter quelqu'un d'autre à conclure.

C'est évidemment gênant de voir « le libérateur de la France » la main dans la paluche de l'ancien allié d'Hitler !

PAS DE FUMEE SANS FEU

Les intellectuels communistes s'agitent ! Dans le cinéma, en particulier. Et déjà on a pu voir se former de-ci de-là des Comités de Soutien du Parti. Ces comités sont constitués comme le furent ceux qui aidèrent le F.L.N., c'est-à-dire par des personnalités neutres, n'appartenant pas au parti. Tout se drape dans la vertueuse défense des libertés démocratiques ! Qu'est-ce à dire ? Le bureau politique aurait eu vent des projets du gouvernement décidé à contrebalancer son attitude conciliante envers Moscou par une politique de fermeté vis-à-vis du Parti Communiste. Alerté, le Bureau politique a pris la menace au sérieux; et il a donné aussitôt des consignes de prudence à la C.G.T. C'est ce qui explique la position en retrait que celle-ci a prise dans les luttes revendicatives où elle est partout à la remorque des autres Confédérations. Les militants ouvriers ont nettement senti le coup de frein lors de la préparation de l'importante manifestation du 8 février, où le mot d'ordre « coco » était « pas d'aventures », pas de manifestations interdites », etc. Mais si le Parti communiste redoute une menace éventuelle de dissolution, il redoute bien davantage un lâchage de Moscou, qui pour disloquer le Pacte Atlantique n'hésiterait pas à jouer la carte De Gaulle, quitte à lui abandonner le Parti communiste français qui de toute manière est tenue en piètre estime par les dirigeants du Kremlin. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que celui-ci servirait de monnaie d'échange entre les capitales.

Cette information, que nous avons toute raison de considérer comme exacte, expliquerait non seulement la création de Comités de soutien du Parti communiste éventuellement interdit, mais également la prolifération des éléments pro-staliniens dans les organisations d'extrême-gauche et en particulier du P.S.U., problème que nous avons déjà évoqué à cette même place.

CHICAGO-HOME

A Chicago, le 14 février 1929, devant un mur de garage, Al Capone faisait exécuter les membres d'un gang rival. Si le public avait lieu de s'inquiéter de la domination d'un tueur qui tint en échec deux municipalités successives, trois districts-attorneys, quatre chefs de la police, des centaines d'agents fédéraux (et un raton laveur !), il ne pouvait que se réjouir de l'élimination d'une bande de truands.

En 1962, des tueurs tentèrent d'assassiner un chef d'Etat usurpateur. Ils échouèrent pour des raisons encore inconnues à ce jour. En effet, l'entraînement ne leur avait pourtant pas manqué et la France tout entière était secouée d'explosions et d'attaques meurtrières. Ce cont ces individus qu'une caricature de tribunal a jugé à Vincennes.

Caricature le tribunal, caricatures les accusés, caricatures les témoins : militaires obtus, bornés, honorés, ployant jusqu'à terre sous le poids de « citations élogieuses » et d'une quincaillerie bringuebalante ; caricature Serge Groussard, écrivaillon qui eut jadis du succès à défaut de talent, et qui fanfaronne et décide que l'O.A.S. a servi la France; caricatures les deux peigne-choses désireux de faire parler d'eux et moins fiers lorsqu'il s'agit de faire parler les sabres, fussent-ils de cavalerie; caricatures Guy Mollet, Félix Gaillard, Maurice Faure, Paul Reynaud, Bertrand Motte, Jacques Duclos déclarant ne pas être en mesure d'apporter une précision quelconque. Tout, dans ce procès est caricature. Y compris la « victime » égargnée.

Chicago 1929 - Paris 1963 : Les temps ont changé, les méthodes ont évolué, les salauds sont restés.

FAUT QUE ÇA SAIGNE

Hélas, camarades, hélas ! Nous n'aurons pas le plaisir de voir deux énergumènes en mal de publicité se mettre en pièce à l'aide d'un sabre de cavalerie ! Quel dommage !

En effet, le duel « épique » entre le lieutenant-colonel Floch, adjoint du procureur général près de la Cour militaire de Vincennes et l'avocat Richard Dupy n'aura pas lieu : Messmer-y-veut-pas !

Ce règlement de comptes entre défenseurs du « régime » et défenseur « des adversaires du régime » trempe les honnêtes gens dans un bain d'embarras, car on peut se demander, avec juste raison, « où sont les crapules ? où est la canaille ? où sont les assassins ? »... Ne cherchez plus, camarades, ils sont partout. Ils sont de chaque côté du prétoire, quelquefois alternativement, souvent même des deux côtés à la fois. Et il est pénible d'entendre parler de « code de l'honneur » par des individus fièrement occupés à déballer au grand jour l'étendue de leur ignominie, éclaboussant le monde de la merde de leurs sales petites combines et prêts à en « découdre » (qu'ils disent !) pour la gloire du « mépris des sourires méprisants »...

Profitez, « Gens d'Honneur », profitez ! Cela ne durera pas. Il se trouvera bien quelqu'un un jour pour vous appliquer ce que vous méritez : Des coups de pieds au cul, jusqu'à ce que ça saigne !

LA PEHEMUTISATION DES MASSES

A la fin du siècle dernier, la classe ouvrière prit conscience de sa misère, de sa détresse, de sa force. Un grand mouvement ouvrier prenait forme, se développait. Une aube nouvelle naissait qui se proposait de chasser le crépuscule capitaliste et de l'enterrer, profondément, définitivement. Les années passèrent. Plusieurs cataclysmes guerriers ravagèrent le monde et la classe ouvrière s'entretua sur les champs d'horreur et de mort. L'Internationalisme céda la place à un nationalisme dégradant et avilissant; ce n'était plus qu'un mythe qu'on raccrocha au musée des Illusions Perdues...

Le mouvement ouvrier est sorti de ces épreuves brisé, démantelé. Les quelques conquêtes péniblement arrachées aux rapaces capitalistes ont agi à la manière d'un soporifique et ont endormi la classe ouvrière. Bien sûr, quelques sursauts la parcourent parfois, mais ce ne sont que des réactions superficielles, épidermiques. Un peu analogues à celles d'un séminariste joufflu qui poserait par mégarde ses saintes fesses sur un cactus.

Il importait que le capitalisme vieillissant évitât un réveil qui risquait de s'annoncer brutal et prometteur. C'est pourquoi il extirpa de son sac-à-malices une arme redoutable et apparemment anodine : le P.M.U.

L'Individu, quel qu'il soit, est joueur par nature. Il joue sa réputation, son argent, parfois sa vie. Il joue pour distraire son ennui, pour affirmer ses prétendues capacités, et aussi, évidemment, pour en tirer un profit financier.

Des esprits primaires pourraient assimiler le P.M.U. à la Loterie Nationale, par exemple. Grossière erreur ! Là, point besoin d'originalité, un simple choix aléatoire et vous alignez vos écus. Et puis... si la chance s'obstine à ne pas vous sourire, dormez tranquilles, Braves Gens, ils ne sont pas perdus pour tout le monde !

Non, le P.M.U., ce n'est pas cela C'est une nouvelle forme d'intoxication qui emprisonne peu à peu l'individu dans un labyrinthe d'habitudes et de contraintes d'où il ne sortira pas sans difficultés. Le gain n'entre que pour une part infime dans l'attrait du jeu. L'individu s'excite, échafaude des combinaisons. Ce qu'il veut, ce n'est pas seulement gagner de l'argent, mais prendre une revanche sur une société qui le brise et l'étouffe; ce qu'il veut, c'est affirmer un caractère qu'il n'a plus, qu'il n'aura plus jamais s'il persiste, encouragé en cela par toute la presse, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche (pour une fois d'accord), à aligner trois noms et à faire des trous dans un morceau de papier.

Ne parlez pas d'internationalisme ou de lutte des classes au nombre sans cesse grandissant de ces pauvres parleurs du dimanche : ils vous demanderaient s'ils courent dans la « troisième »... Le cheval est la plus noble conquête de l'homme, dit-on. A moins que l'homme ne soit la plus noble conquête du cheval... Allez donc savoir la vérité dans un pays où les ânes gouvernent les bourriques.

CLASSE POLITIQUE

Une nouvelle expression a fait son entrée dans l'usage courant depuis les décisions du congrès F.L.N. de Tripoli, celle de « classe politique ». Appliquée dans l'esprit de Tripoli aux dirigeants des nouveaux Etats afroasiatiques cette notion de classe politique a ensuite été transposée aux pays comme la France où une couche de politiciens professionnels est liée par ses préoccupations, son comportement, ses intérêts. La réalité de cette « classe politique » a été démontrée par son opposition quasi unanime à De Gaulle lors du référendum et des élections de 1962. Il s'agit là d'un phénomène ancien et général que la critique anarchiste avait décelé depuis longtemps : l'Etat, sa direction, sa possession, ses bénéfices, engendre la formation d'une classe sociale spécialisée. Cette classe politique est l'unique classe dirigeante dans les pays sous développés dépourvus de bourgeoisie économique. Dans nos pays elle est l'une des fractions de cette bourgeoisie capitaliste. Mais on attendrait en vain de nos marxistes une analyse de ceci. En effet, la classe politique est pour eux le seul moyen de parvenir et de s'installer au pouvoir. Qu'est-ce en effet la Bureaucratie du parti sinon la classe politique qui gouverne les pays de l'est ? Qu'est-ce que la classe politique sinon le substitut de la Bourgeoisie aussi bien en Afrique qu'en Russie ? Partout où l'Etat est le principal outil d'exploitation économique.

UNE LOI QUI NE NOUS CONCERNE PAS

Un soir de juillet 62, du côté du Petit-Clamart, Charles XI l'Aléatoire, a tremblé pour sa peau. Sa fistule, ça serait donc la peur puisqu'il a fait concocter par Ses valets en place une bonne petite loi, apte à faire officier sous le glaive et la balance tous les rejets des latrines du Palais et habituels lécheurs de Ses bottes. Ouvertement on parle d'une « cour de Sûreté de l'Etat », mais comme l'Etat c'est Lui...

Le président de la commission des lois de l'Assemblée, un certain René CAPITANT, professeur de droit, manifesta publiquement il y a quelques années contre les méthodes ignobles des « pacificateurs » en Algérie. Maintenant qu'il a sauté le pas, qu'il est député de la majorité, larbin de Sa Sénilité, il appuie un projet qui permettra aux flics de s'amuser encore mieux qu'aujourd'hui avec ceux qui leur passeront entre les mains. Monsieur CAPITANT, à quand le retour à l'estrapade ?

Ce que nous en disons, de toute manière, c'est par bonté d'âme, parce que nous reconnaissons à nos adversaires parlementaristes et partisans de l'Etat le droit à la liberté d'expression et d'action (car c'est contre eux que ce texte se retournera un jour, bien qu'on le fasse voter en brandissant les débris de l'O. A. S.). En effet, cette loi n'est pas faite pour les anarchistes : un amendement précise bien qu'elle doit sanctionner ceux qui « sont en relation avec une entreprise individuelle ou collective consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat ».

Le plus vil des juges d'instruction, animé de la pire mauvaise foi ne pourra jamais conclure que nous cherchons à substituer une autre autorité à l'autorité de l'Etat, mais, au contraire, que nous voulons tout simplement l'abattre.

ALGERIE FRANÇAISE

A la suite de l'indépendance de l'Algérie le gouvernement français a rapatrié 11 compagnies de C.R.S. et plus de 10.000 policiers.

Nous, nous étions prêts à les refourguer à Ben Bella, en vue de toutes les reconversions.

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction - Administration

3, rue Ternaux. PARIS-XI
Tél. : VOL. 34-08

C.C.P. Librairie Publico
Paris 11.289-15

ABONNEMENT A 12 NUMEROS

France .... 10,00 F.
Etranger .... 11,50 F.

Changement d'adresse
0,30 F. en timbres-poste



Paris-Madrid

LE MONDE LIBERTAIRE a reçu par fil spécial, de ses vastes bureaux clandestins de Madrid, la dépêche suivante :

« Les milieux franquistes ne dissimulent pas leur satisfaction à la suite des entretiens franco-espagnols, qui témoignent d'une vive compréhension entre l'Etat fort restauré à Paris depuis cinq ans et la grande démocratie phalangiste et opus-déiste qui règne ici depuis 1939.

» La visite du ministre français de la police a fait grande impression. La collaboration sera fructueuse en ce domaine; les prisons modèles dont le franquisme s'enorgueillit ont e n c h a n t é M. Frey, qui, de son côté, a su provoquer l'intérêt en fournissant un spécimen de « bidule » parisien offert par M. Frappon. (N.D.L.R. : notre correspondant, peu au courant, a voulu écrire « Papon ».)

» Quant au général Ailleret, il a été reçu avec enthousiasme, et les conversations d'état-major auxquelles il a pris part ont dégelé une situation figée depuis trop longtemps. On est convenu de part et d'autre que le moment était arrivé de mettre fin à la non-intervention, principe adopté en 1936 et grâce auquel les nations fascistes avaient droit d'aider en Espagne les forces dictatoriales, cependant que les nations démocratiques s'interdisaient de secourir les républicains attaqués, bombardés et massacrés. Tout cela est loin : désormais, le franquisme instauré à Madrid par les Chemises noires et les nazis sera l'allié de la démocratie et de la république restaurées par M. de Gaulle à Paris.

» Une seule ombre au tableau, déclare-t-on ici : on s'étonne que, pour fortifier l'accord des deux régimes, Paris n'ait pas encore envoyé en visite, auprès du général Franco, son ambassadeur culturel ordinaire, M. André Malraux. Un séjour de M. Malraux à Madrid, avec ou sans la Joconde, serait fort prisé, et l'on est prêt à réserver au ministre français le meilleur accueil. »

Nous avons demandé à notre correspondant s'il pensait que des pourparlers fussent déjà engagés en vue d'une telle visite. Il croit savoir, nous a-t-il dit, que les préliminaires en seraient très avancés. M. Malraux aurait consenti à l'édition d'une version légèrement corrigée de L'Espoir en langue espagnole (le roman situerait son action dans les lignes franquistes et non plus dans les rangs républicains). Le gouvernement de Madrid fournirait à M. Malraux, pendant son séjour, une garde d'honneur constituée par le peloton qui exécuta Garcia Lorca.

P.-V. BERTHIER

Révolution arabe et gâchis irakien

UN PEUPLE EN DIX ETATS

Février 1963. — La révolution éclate à Bagdad, le dictateur Kassem est fusillé, batailles de rue entre « communistes » et leurs adversaires. Qu'est-ce que ça signifie ? D'abord l'Irak : qu'est-ce que c'est ? Rien : un morceau du grand pays arabe, érigé en un petit Etat artificiel par l'impérialisme anglo-français. D'Aden aux premières pentes de l'Anatolie, de la mer d'Oman à la Méditerranée, du golfe Persique à l'Afrique vit le peuple arabe sur le territoire duquel les étrangers ont découpé au cordeau ces Etats sans signification même provinciale : Aden, Yemen, Oman, royaume Seoudien, Qatar, Koweït, Irak, Syrie, Jordanie, etc. La vieille recette « Diviser pour regner » rend toujours service. La création de l'Irak, comme de la plupart de ces « souverainetés », remonte maintenant à 45 ans, à la fin de la guerre de 1914-18. Le vieil Empire turc, allié de l'Allemagne, s'écroule sous les coups des empires rivaux : anglais, français. Le peuple arabe, asservi aux héros, croit que l'heure de la libération a sonné. De même que les ottomans ont été chassés des Balkans par les peuples qui l'habitent, les arabes les chassent du Moyen-Orient : c'est la Révolte arabe. Mais les « alliés » veillent. Ils n'ont pas frappé à mort l'Ottoman pour laisser ses biens leur échapper. Les provinces arabes ne seront plus turques, elles seront françaises et anglaises. Avant même que l'ancien impérialisme se soit écroulé, les autres rapaces se sont entre eux partagé ses dépouilles. Par ces accords Sykes-Picot, France et Angleterre ont fixé, secrètement, entre eux, les limites de leurs parts respectives. Les arabes devront changer de maitres dès la fin des hostilités.

Pourtant, l'Angleterre n'a pas manqué d'exalter la volonté de la liberté des arabes. Le Foreign Office a envoyé son agent, le colonel Lawrence, dans les rangs des insurgés : habillé en bédouin, parlant arabe, sincèrement arabisé, le fameux colonel ne cesse un seul instant d'être en relations avec la machine impériale anglaise. Il faut que les arabes se soulèvent, combattent, meurent, chassent les turcs de Jérusalem, Damas, Bagdad. Londres promet la création d'un grand royaume arabe dont le trône sera dévolu à la famille hachemite, celle de Hussein cherif de la Mecque qui parait docile. Tant qu'il s'agit de faire mourir les autres, l'impérialisme est généreux. La légion arabe reçoit armes, argent, équipement et instructeurs.

DE L'AGENT ANGLAIS AUX CANONS FRANÇAIS

Une fois les turcs partis, les arabes, qui croient leur rêve prêt de se réaliser, se trouvent alors en présence de l'armée anglaise, et ils n'entrent à Damas que pour en être chassés par les canons français. Un impérialisme a poussé l'autre et les peuples n'ont que le droit de se taire. Français et Anglais rués à la curée, s'opposent maintenant pour l'application de leurs conventions secrètes. La Société des Nations règlera ces querelles des vautours : elle tracera à travers déserts, plaines et fleuves les limites abstraites des territoires dont elle confiera le « Mandat » à la France ou à l'Angleterre : Syrie, Irak, Transjordanie, Palestine. Le Mandat de la S.D.N. prévoit l'indépendance lointaine, non pas de l'ensemble du pays, mais de chacune de ces petites unités, et à la discrétion du Mandataire. La France mettra plus de vingt ans pour déserter son empire et accorder, petit bout par petit bout, l'autonomie ; elle fera encore plein usage de répressions, arrestations, emprisonnement, exil, expéditions punitives et canonnades. Elle ne concèdera l'indépendance que forcée par la guerre 1939-45, après avoir essayé de livrer encore au maximum son territoire en micro-Etat : Druzes, Alaouites, Damas, Alep. Elle n'arrivera qu'à détacher le Liban.

BALKANISATION UNIVERSELLE

L'Angleterre essaiera de sauver mieux la face en installant sur les trônes d'Irak et de Transjordanie des membres de la famille Hachemite chassée du Hedjaz par les Seoudites. Dévoués aux Anglais qui encadrent leurs armées ces souverains, recevront l'indépendance en 1932 pour l'Irak et 1946 pour la Transjordanie. En même temps, suprême division, elle aura facilité la colonisation juive en Palestine, seule entreprise de colonisaton ayant réussi au XXe siècle.

Encore plus morcelé que les Balkans, le Moyen Orient arabe se débat depuis cette époque en convulsions impuissantes pour retrouver son unité et la voie du progrès. Mais les impérialismes restent proches, attisant les rivalités des provinces, des partis, des minorités, des religions, des familles et disposant des énormes revenus des gisements pétroliers. Les Balkans ont pu s'acheminer vers l'unité en regroupant, malgré les pressions extérieures, Serbie, Monténégro, Croatie, Slovénie, etc., en une Yougoslavie unique. Ils ne furent arrêtés sur le chemin d'une plus grande unité englobant au moins Bulgarie et Albanie, que par Staline appliquant à son compte la vieille maxime « diviser pour régner ». La « Balkanisation » du pays arabe est simultanément entretenue par les grands impérialismes, bien que plus artificielle encore, puisque chacun de ces petits Etats proclame qu'il n'est qu'une partie de la nation arabe invoquée par tous les textes officiels, et qu'une seule langue de culture est utilisée par les peuples, les radios, la presse de ces pays.

Mais avec le temps les frontières si artificielles qu'elles aient été au départ, prennent peu à peu, par l'habitude, l'apparence des réalités. Chaque Etat se découvre des intérêts, secrète sa propre classe politique, fait face à des problèmes locaux, garde jalousement ses rares richesses et rejette sur ses voisins les causes de ses difficultés. Il en est de l'Irak comme des autres pays arabes.

UN ETAT CROUPION, MAIS UN ETAT

L'ère du Mandat et de la « protection » britannique n'est que l'histoire du pénible établissement au Pouvoir d'une monarchie importée et de féodaux mués en hommes d'Etat qui font au moindre trouble intervenir l'armée et l'aviation anglaise contre tous ceux qui renaclent : prolétariat des villes, paysans de la Mésopotamie, bédouins du désert, Kurdes des montagnes, chrétiens « Assyriens », etc... chacun a sa part de balles et les dirigeants irakiens leur part de « royalties » des compagnies pétrolières.

La seule tentative d'indépendance est celle de Rachid Ali soutenu par l'armée et devant laquelle s'incline le Palais. Mais c'est en 1941, Rachid Ali, comme beaucoup de nationalistes arabes et asiatiques, cherche contre les Anglais l'appui de l'Allemagne et de l'Axe, et Rachid Ali est écrasé, comme son voisin Reza Chah est chassé du trône de Perse.

Le 14 juillet 1958 une première révolution balaye le fantoche Hachemite et l' « homme fort » de l'Irak, Noury Saïd, fort simplement de ses appuis féodaux et britanniques. Mais la révolution est aussitôt confisquée par ceux qui veulent s'approprier à leur tour l'Etat irakien : les militaires avec à leur tête le colonel Kassem. Ils se maintiennent au pouvoir par une série de coups de barre politico-diplomatiques tantôt à droite tantôt à gauche : Départ de l'alliance atlantique et flirt avec Moscou, brouille avec l'Egypte de Nasser, entente avec les Kurdes, puis lutte armée contre eux, écrasement des féodaux et appui du P. C., puis scissions de ce parti et arrestation d'une des tendances, tentative d'annexion de Koweït et excitation d'un nationalisme irakien contre la principauté pétrolière, etc., etc.

COMMUNISTES SACRIFIES

Et puis vient février 1962 quelques heures après avoir declaré vouloir se rapprocher de la France, avec qui, « même la guerre d'Algérie n'aurait dû gêner les relations », et montré qu'il portait un talisman offert par le Pape, Kassem est massacré par les siens. Aref, autre militaire, fils spirituel de Kassem, vient au pouvoir et se fait nommer maréchal... Le P. C., qui a longtemps défendu Kassem, est écrasé dans le sang, de la même façon qu'il avait, avec la mansuétude complice du dictateur, écrasé ses adversaires. « Socialistes arabes » et « nationalistes arabes » semblent l'emporter contre « nationalistes irakiens » et « communistes nationaux » ou « moscovites » dans l'établissement du nouveau régime. Mais quelle que soit la tendance qui se maintiendra au pouvoir, le peuple de l'Irak peut encore rester prisonnier entre deux clans : D'une part les politiciens et militaires, que tentent naturellement le pouvoir et qui, même animés de sentiments panarabes, ne manquent pas de succomber les uns après les autres aux délices de posséder un Etat à eux, fut-il un Etat-croupion. D'autre part les « communistes » entrainant une bonne partie des mouvements syndicaux et estudiantins dans le dédale de leurs prises de positions contradictoires et délirantes jusqu'à leur naufrage commun. Les P. C. du monde arabe souffrent en effet plus que tous les autres de l'opposition permanente entre les impératifs révolutionnaires locaux et l'intérêt de la politique extérieure de l'U.R.S.S. D'un côté l'U.R.S.S. appuie diplomatiquement tous les dictateurs à la Nasser, qui risquent de gêner les occidentaux ; et d'un autre côté les classes ouvrières naissantes et la paysannerie supportent les rigueurs du régime militaro-policier. La fameuse schizophrénie « communiste » entre relations d'Etat à Etat et relations de Parti à Parti entraine continuellement les dirigeants russes à sacrifier leurs troupes des P. C. tantôt dans des actions stupides de défense de la paix et de l'U.R.S.S., tantôt à coller au mouvement révolutionnaire mais sans perspectives réalistes. Et en arrière plan se renouvelle sans arrêt le conseil cynique de Khrouchtchev à Nasser : « Vos communistes vous gênent, mettez-les en prison ». Et les dictateurs arabes, ainsi encouragés, ne se font pas faute d'envoyer « communistes » et autres opposants d'extrême gauche, dans les cachots où ils meurent les uns après les autres, tandis que ceux qui restent au soleil seront offerts en holocauste au prochain coup d'Etat.

Roland

ABIDJAN : NÉO-COLONIALISME ET MENÉES SUBVERSIVES

A l'époque, pas si lointaine d'ailleurs, du colonialisme en Afrique Noire, les enseignants et les éducateurs avaient à souffrir des persécutions des gros colons exploiteurs qui ne voyaient pas d'un bon œil l'éducation des masses incultes. Ces larves alcooliques versaient des pleurs sur la fin de leur « splendeur » basée toute entière sur une honteuse exploitation d'un bétail à qui ils refusaient toute dignité, à qui ils déniaient même le nom d'Hommes. J'ai vécu en Afrique, j'ai pu le constater chaque jour...

La presque totalité de l'Afrique accéda peu à peu à l'Indépendance. Une nouvelle classe se forma : celle des politiciens avec tous les larbins qui gravitent autour d'eux : flics, magistrats, soldats, etc. Mais cette nouvelle classe ne supprima pas les autres, bien au contraire ! Elle se superposa aux anciennes et la majorité des colons conservèrent l'intégralité de leurs «droits», et souvent même en accrurent l'étendue... En fait, un néo-colonialisme était né sans que le colonialisme de type classique, si je puis dire, ne disparaisse ! Et les nouveaux dirigeants rivalisent d'ardeur dans la construction de palais, sont statufiés et quelquefois déifiés de leur vivant pendant que leurs « frères de lutte », comme ils les appelaient avant, crèvent de faim et de misère dans des huttes en torchis...

Et, une fois de plus, les professeurs « progressistes » sont persécutés, quelquefois par ceux-là mêmes qu'ils ont éduqués. Il importe que la masse continue à ignorer certaines choses essentielles et dangereuses.

A Abidjan, un professeur de mathématiques, monsieur Matou, a été arrêté pour avoir, dit-on, participé à des réunions clandestines et préparé un complot qui devait renverser le gouvernement Ivoirien. Matou n'était que depuis trois mois en Côte d'Ivoire, et il avait participé à un complot connu d'Houphouet Boigny depuis plusieurs mois et dont les membres étaient surveillés en fait depuis six mois ! Matou est antillais ; il a été expulsé de la Guadeloupe pour syndicalisme trop virulent et l'occasion était trop belle pour les dirigeants Ivoiriens : un « progressiste », ressortissant français, à la peau noire, quelle aubaine ! Les anti-racistes d'hier sont les racistes d'aujourd'hui.

Notre camarade Michel Grall, professeur de Mathématiques au Collège du plateau d'Abidjan a tout mis en œuvre pour essayer de sauver son ami Matou. Pour ce faire, il n'a pas hésité à prendre des risques considérables. Nous extrayons de la lettre ouverte qu'il a adressé à Houphouet Boigny, président de la République de Côte d'Ivoire, les passages les plus significatifs

«... Ivoirien depuis onze ans, je puis vous dire que j'ai le cœur gros à la perspective de quitter très bientôt votre pays qui était devenu le mien. Mais je puis m'honorer de le quitter aussi pauvre que je l'étais quand j'y suis arrivé. Sans me vanter, je pense que cela est assez rare dans les milieux européens et mérite quelque considération : les Européens qui gravitent autour de vous, je pense surtout aux colonialistes qui dirigent encore le commerce local, ne doivent pas avoir les mains aussi propres que moi ! »

« Je pense par ailleurs avoir fait du bon travail en Côte d'Ivoire. J'y ai formé des hommes, je leur enseigné la science, mais je leur ai aussi appris que la science n'était pas une fin en soi, qu'il fallait y apporter la bonté et le culte de l'homme. Fidèle à ces principes, sans aucune publicité tapageuse, chaque soir, chez moi, j'ai appris à lire à des adultes analphabètes ; je me suis efforcé, par tous les moyens dont je disposait, d'apporter un peu de bien-être à ceux qui étaient plus pauvres que moi. Je dois aussi vous rappeler qu'en 1954, j'ai bien failli être expulsé de Côte d'Ivoire par le gouverneur parce que je luttais contre le racisme monstrueux qui régnait à l'époque et que je n'ai dû mon salut qu'à une intervention de feu Guezin Coulibaly, votre second, qui était mon ami... »

« Vous avez pourtant fait arrêter voici plus d'une semaine mon collègue et ami Matou, brillant et dévoué professeur de Mathématiques. Il n'est en Côte d'Ivoire que depuis trois mois : c'est bien peu pour prendre une part active à un complot ! Il n'empêche qu'il est au secret, et que personne ne sait pourquoi il a été arrêté ni où il se trouve. Sa pauvre femme est éplorée. Depuis une semaine, elle pleure, elle « rampe » aux portes de vos ministères pour savoir quelque chose, pour implorer votre pitié, pour simplement faire parvenir à son mari un colis de linge de rechange. Chaque jour, elle est éconduite avec mépris, avec hargne. »

«... Je viens d'apprendre que mon ami Matou était torturé, qu'il recevait chaque jour sa ration de coups de « chicotte ». Cela est peut-être faux. Mais le fait que vous refusiez de le montrer à sa femme, à ses amis, que vous le laissiez au « secret », laisse en mon cœur un doute, un doute affreux... »

Dès la parution de cette lettre ouverte, Grall a été convoqué par Houphouet Boigny et arrêté. Il fut relâché après avoir signé un papier dementant ses précédentes accusations. Aussitôt, Grall a informé aux journaux métropolitains que ce démenti avait été extorqué par la force et l'intimidation.

Voilà. On ne peut qu'être attristé et révolté devant de tels procédés. Les nouveaux dirigeants africains, qui avaient une noble tâche à remplir, ont stupidement gâché tout cela. Le colonialisme peut être fier : il a des élèves ! Et quels élèves ! Ils ont conservé, voire amélioré, ce que la France leur avait légué de plus ignoble, de plus abject, de plus avilissant,... Le Nationalisme, l'Arbitraire, jusqu'aux cours de sûreté de l'Etat (2) !

Monsieur Houphouet Boigny, en tant que président de la République, vous ne m'intéressez nullement ; en tant qu'homme, vous me decevez. Puisse cette déception n'être que passagère et puisse Monsieur Matou retrouver rapidement sa liberté.

Gérard SCHAAFS

(2) C'est cette Cour de sûreté de l'Etat, présidée par Mr Mockey, qui se saisira du dossier dès que l'enquête sur le complot d'Abidjan sera close.

Il existe un problème paysan posons-le !



Situation économique, sociale et géographique de la paysannerie

Il existe en France un problème paysan. Chacun le sait ! Les tracteurs qui l'été dernier furent rassemblés pour barrer la route des vacances, ont été un sûr avertissement et pas seulement pour les pouvoirs publics. Mais ce que chacun sait moins c'est en quoi consiste ce problème paysan ! Quelles sont ses données géographiques, économiques, démographiques et sociales ?

Le Mouvement ouvrier français est, lui, pour la libération du paysan, c'est inscrit en quelques lignes dans le programme de tous les partis qui se réclament du socialisme. Parfait ! Le Mouvement ouvrier a un regard tourné vers les communes paysannes de la Chine communiste, l'autre sur la réforme agraire réalisée à Cuba. Le Mouvement ouvrier étudie la structure du Kibboutz Israélien et réfléchit sur l'élan qu'ont pris, en Yougoslavie, les coopératives agricoles. Très bien !

Mais il existe en France un problème paysan, les éléments qui le constituent diffèrent de ceux qui se posaient aux peuples qui entreprirent les vastes réformes agraires dont nous parlons plus haut. En France où la grande propriété est l'exception, la réforme agraire qui en Chine aboutit dans une première période au partage des terres ne se pose pas. La productivité, qui pourrait naturellement être augmentée, est satifaisante et sans aucune mesure de comparaison avec celle des pays d'Europe centrale. Malgré les mutations de l'histoire dont nous parlons autre part, la propriété foncière est répartie depuis de nombreuses générations entre plus de deux millions cinq cent mille familles alors qu'en Israël, par exemple, l'expérience débuta sur une terre vierge de possesseurs. Enfin, la puissance industrielle du pays ne permet pas aux gros propriétaires de peser sur l'économie du pays avec la brutalité et l'efficacité de leurs confrères d'Amérique du Sud ou d'Australie.

Et d'abord, aussi fallacieux qu'ils puissent paraître, citons quelques chiffres. Dans le pays, 20 millions de personnes vivent plus ou moins de la terre ou du travail artisanal que nécessite l'agriculture. Les 2 millions cinq cent mille exploitations ont dans leur immense majorité un caractère familiale et ce morcellement est dû à la configuration d'un sol où les plaines sont d'étendue modérée, les vallées étroites, les collines, les côteaux, les vallons, nombreux.

Bien avant la guerre de 1939, de nombreuses communes achetaient en commun le gros matériel de battage. Mais cette propriété collective, utilisée quelques jours par an, s'assimilait davantage à un service public qu'à une entreprise de caractère communautaire. Le paysan apportait son blé à battre et payait une redevance comme il le faisait à l'entrepreneur de battage. Les problèmes posés aux paysans par l'introduction généralisée des tracteurs allaient entraîner la constitution d'organismes coopératifs de moindre envergure. Les C.U.M.A. *(coopératives d'utilisation de matériel agricole)*, destinées à compléter l'équipement agricole, non plus à l'échelle individuelle mais collective. Les C.U.M.A., par la souplesse de leur formule, se sont solidement implantées dans la campagne.

« Les anciennes C.U.M.A., explique le président d'une fédération départementale des C.U.M.A., concevaient leur rôle en terme de service commun. L'évolution des C.U.M.A. récemment créées va au contraire dans le sens d'une liaison étroite avec les formes et le caractère de l'exploitation. Elles postulent à leurs côtés l'existence du mouvement d'orientation technique (les C.E.T.A., centres d'expérimentation de techniques agricoles), du mouvement de défense agricole (le syndicat d'exploitants) et du mouvement coopératif de vente. Elles sélectionnent leurs achats en fonction des possibilités d'utilisation du matériel en commun. Par là, elles jouent un rôle décisif sur l'orientation de la forme des rapports de production à la campagne. »

Il n'est pas sans intérêt de savoir que sur les 16.000 coopératives qui existent actuellement dans le pays, 8.000, soit la moitié, sont des coopératives dites de service, c'est-à-dire des groupements qui utilisent en commun du matériel agricole ce qui est une expérience extrêmement intéressante et trop souvent ignorée des citadins.

Il y a donc beaucoup de coopératives agricoles mais il n'y a pas de mouvement coopératif. Le développement rapide de l'évolution paysanne commence à en créer un. Sociétés anonymes de gros capitalistes agraires dans les régions de culture industrielle (Beauce, Brie, Picardie) elles favorisent là le processus de concentration des terres. Régulatrices des prix dans les régions où coexistent la grande et la petite propriété (viticulture), elles assurent à la grande propriété bénéficiant de meilleures conditions d'exploitation, une rente différentielle.

Soumises aux fourches caudines du commerce de gros dans les régions de petite propriété, elles tiennent lieu d'entreprises de stockage aux gros négociants et succombent ainsi sous la masse des frais généraux.

∴

La paysannerie française est un *monde inconnu*. Objet de toutes les sollicitudes, leitmotiv de tous les discours électoraux, les paysans vivent dans un monde isolé. La petite propriété, l'exploitation familiale, est l'héroïne d'une imagerie hypocrite qui, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, oblitère toutes les analyses. Tout au long de l'histoire, ses révoltes n'ont été que l'esquisse du mouvement en profondeur de l'homme isolé, de l'homme parcellaire, de l'homme nu pour dominer la nature, s'intégrer dans la totalité du devenir humain.

Tout propriétaire de ses moyens de production qu'il soit, le paysan, en fin de compte, est plus durement exploité que l'ouvrier qui ne possède rien.

Il a fallu, au printemps de 1960, les immenses manifestations payssannes pour qu'à travers la confusion des mots d'ordre et des motivations, se fasse jour dans les villes le sentiment confus « qu'il y avait quelque chose de changé dans les campagnes ».

Le Mouvement libertaire pense qu'il existe des solutions au problème paysan, qui concilient les nécessités de l'effort collectif, déjà amorcé par la coopération, avec les aspirations de l'homme vers une liberté indispensable à son épanouissement. Ce sont ces solutions qu'il entend proposer dans cette étude.

Evolution du problème paysan

Que nous le voulions ou non, les organisations de gauche en général et le mouvement libertaire en particulier, sont animés par des citadins et sont polarisés par les rapports de la classe ouvrière urbaine avec le patronat. Pourtant, près de la moitié de la population est constituée de ruraux. Il faut reconnaître que les tendances traditionnelles de la paysannerie française ne sont pas faites pour créer une effective solidarité entre la classe ouvrière et la classe paysanne. Votant en majorité à droite, depuis toujours imperméable (sauf quelques exceptions locales) aux idéaux socialistes, murés dans un conservatisme et un égoïsme qui ne sont même pas rentables, les paysans ont toujours apporté une aide appréciable aux objectifs poursuivis par la bourgeoisie.

Ce ne sont pourtant pas les difficultés d'ordre économique qui manquent aux agriculteurs. Les manifestations de l'été dernier et le rôle de la loi Pisani en sont la preuve. Actuellement le monde paysan ne sait pas trop où il en est, mais il a nettement conscience de se prolétariser. Ce phénomène peut hâter son évolution vers des réformes de structures profondes, car il a en face de lui un Etat qui sait ce qu'il veut et qui est prêt à tout faire pour organiser l'agriculture sur le modèle de la grande industrie ce qui implique des superprofits pour la minorité et une prolétarisation rapide pour la majorité.

Face à l'entreprise des financiers et des affairistes, les agriculteurs ont cherché des défenses légales à travers des organisations, comme les S.A.F.E.A. (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural). Ces organimes ne leur procurent qu'une protection dérisoire puisque le droit de préemption n'est que conditionnel et que finalement c'est l'administration qui jugera en dernier ressort.

On voit d'ici que les trafics d'influence, pots de vin, etc., l'emporteront sur l'application de la loi. Cette loi Pisani n'est qu'un leurre ce qui a été proclamé par le Centre National des Jeunes Paysans, mais ne les a pas détournés de leur but qui est d'attendre du gouvernement de mesure de justice sociale.

En dehors des organisations spécifiquement paysannes, tous ceux qui préconisent des « solutions » pour le problème paysan ne sortent pas du cadre légal, c'est-à-dire attendent des mesures prises par l'Etat : subventions, loi-programme, aide aux investissements, protection douanière, etc., à moins qu'ils ne se contentent des promesses bien connues sur le thème « Votez pour nous, adhérez à nos organisations ». Dans cet ordre d'idées, le Parti communiste nous montre exactement ce qu'il ne faut pas faire. A propos du vote de la loi Pisani le bureau politique du Parti communiste a demandé aux organisations et aux militants du parti de « développer de nombreux efforts pour montrer aux paysans les causes et les responsables de leurs difficultés et les moyens d'en sortir », en se gardant bien de préciser ces dernières de « contribuer activement à l'organisation et au développement de l'action en agissant pour lui imprimer une orientation conforme aux intérêts de la paysannerie. D'organiser le recrutement de nouveaux adhérents, de créer de nouvelles cellules rurales, de concourir au développement de l'Union de la jeunesse agricole de France ».

Si tant qu'une volonté commune d'action puisse exister un jour entre les travailleurs des villes et de la campagne, ce n'est pas en plaçant des cartes d'adhérents que l'on pourra la promouvoir. Les paysans ne sont sensibles qu'aux propositions concrètes, et des solutions valables dans l'optique du socialisme libertaire ne pourront être trouvées qu'à partir d'une discution commune.

Cet article n'a pas d'autre prétention que d'ouvrir le débat.

Un peu d'histoire

De la femme qui, il y a sept mille ans au mésolithique, a commencé à chercher des racines à l'aide d'un bâton à fouir, jusqu'au conducteur de tracteur barrant les routes, la révolte n'a pas cessé de gronder parmi les paysans. Depuis l'instant prodigieux où d'un végétal rejeté à la porte d'un campement s'est levé une plante qui fut la première récolte, jusqu'aux gigantesques réformes agraires qui plus peut-être que l'essor industriel marquent le siècle de leur empreinte, le problème de la possession de la terre, le problème de charges de la propriété foncière, fut le moteur de ces révoltes. Et l'épanouissement de l'agriculture auquel nous assistons, s'inscrit sur l'histoire de cette terre en des lettres auxquelles le sang et les larmes ont donné un relief inoubliable.

Comme la culture, la possession de ses fruits, comme celle de la terre sur laquelle elle levait, est née du hasard qui a répandu dans des vallées humides une maigre population émerveillée par le rechauffement qui faisait reculer les glaces et couvrait d'un duvet multicolore les pentes que le blizzard avait renoncé à ratisser. Et depuis, malgré les invasions, l'éffondrement des systèmes politiques, les transferts de la richesse foncière, les révolutions, les mêmes hommes sont restés sur les mêmes terres. Les mutations qui sont intervenues sont des mutations dans le clan des souches paysannes d'origine et les révoltes paysannes ont été des révoltes contre les prestations dont le poids pesait sur la terre. Redevances seigneuriales insupportables certes, mais qui ne mettaient pas en cause le droit du ténancier gallo-romain, du vilain du moyen-âge, du villageois de la royauté absolue sur la terre qu'il cultivait à moins qu'un jugement de confiscation rendu par le parlement le leur retire. Et après jugement, lorsque de nouvelles terres sont concédées à des tenanciers, elles le sont à perpétuité.

Et il faut bien comprendre cela si on veut du même coup comprendre le morcellement de la propriété foncière en France et l'attachement des paysans à des exploitations qui ont cessé d'être rentables mais auxquelles ils sont attachés par des liens sentimentaux qui se perdent dans la nuit des temps.

∴

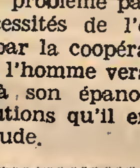
Les révoltes paysannes et en particulier la Jacquerie qui les symbolisent sont des révoltes de la dignité. La haine du paysan qui brûle le château est féroce. Mais les archives qui flambent sont celles où sont inscrites ses servitudes. A l'origine le paysan propriétaire de la terre se place sous la protection du château auquel il paie une redevance et qui en échange lui doit protection. Et c'est à la foi l'augmentation, la multiplicité, le caractère bizarre et odieux de ces redevances et également la faiblesse de la protection accordée qui sont à l'origine de la jacquerie comme à celles des révoltes normandes du dix-septième siècle, du Bordelais, de la Bretagne et du Languedoc au dix-huitième siècle.

Les révoltes paysannes sont avant tout des révoltes de désobéissance envers la noblesse, le clergé ou le pouvoir royal.

La Révolution Française allait apporter des mutations plus apparentes que réelles à cet état de fait. En 1789 le Tiers-Etat possède soixante pour cent de la propriété foncière et a racheté trente pour cent des droits seigneuriaux. Sur la rente appartenant à la couronne, aux seigneurs ou à l'église sont établis des fermiers qui vont être les grands bénéficiaires de la loi sur les biens nationaux. Installés sur des terres qu'ils connaissent bien, ils vont les racheter avec l'accord tacite des autorités qui ont besoin dans les campagnes de partisans sûrs. Et dès lors sous l'Empire, comme sous la Restauration, la garantie des biens nationaux sera assurée à leurs possesseurs qui vont former la nouvelle bourgeoisie rurale du pays. Une bourgeoisie dont les origines se trouvent dans la partie la plus pauvre du clan paysan qui bénéficie à la fois de la vente des biens nationaux et des mutations financières qui suivent l'éffondrement des assignats. Une bourgeoisie âpre, attachée à une terre que ses ancêtres tenanciers ont exploitée avant elle. Une bourgeoisie paysanne qui jusqu'à ces dernières années va être le plus solide soutien des gouvernements décidés à maintenir tous les privilèges de la propriété privée surtout de la propriété foncière.

Contrairement à ce qui s'est passé en Pologne, en Angleterre ou dans certains pays d'Europe Centrale, en France, la classe des guerriers, les féodaux, la bourgeoisie des villes ne s'abaissera jamais à travailler la terre, et par la force des choses cette terre, grevée, aliénée, morcelée, appartiendra successivement aux tenanciers, aux vilains, aux paysans. Leur lutte sera une lutte constante non pas pour la terre mais pour la débarrasser des charges qui pèsent sur elle; et c'est ce qui explique que la revendication paysanne, étant non pas une révendication foncière mais une revendication qui exigeait l'abolition des charges se soit si souvent au cours de l'Histoire associée à des revendications du même ordre que réclamait la petite bourgeoisie des villes.

La jacquerie coïncide avec le mouvement communal d'Etienne Marcel et derrière les insurrections provoquées par la Ligue ou par la Fronde, on voit pointer le museau du paysan têtu. Languedoc, Bretagne, Dauphiné, Normandie, Artois, autant de provinces agitées par les longues luttes seigneuriales mais derrière ces motifs nobles que l'Histoire enregistre, il en est d'autres que seuls les spécialistes connaissent et dont les minutes restent enfouies dans les archives poussiéreuses des Parlements. Ce sont les luttes des paysans pour la dignité et ces luttes continuent de nos jours. Pour les analyser, il est bon parfois de jeter un coup d'œil en arrière.





"La petite moisson" de Miguel Garcia VIVANCOS

(Coll. Musée d'Art Moderne — Rio de Janeiro)

Perspectives d'organisation socialistes libertaires dans nos campagnes

Lorsqu'on envisage une transformation des structures de notre agriculture, on peut le faire, aujourd'hui à partir d'expériences profondes qui se sont réalisées un peu partout dans le monde sous des formes diverses avec des résultats variés, mais ce qui ressort de ces expériences, c'est l'impossibilité de les réaliser contre la volonté des paysans à moins d'employer la force et alors les résultats sont catastrophiques, les rendements tombent et par voie de conséquence la raréfaction des produits donne naissance à un marché parallèle florissant. Enfin cette transformation des structures dépasse le problème simplement agricole et prend un caractère économique, social et national, car son succès dépend des possibilités de remployer la main d'œuvre agricole excédentaire.

∴

La première des réformes agraires qui prétendaient introduire le socialisme dans les campagnes est incontestablement l'expérience russe, qui en 1930 entreprit la collectivisation généralisée des campagnes. C'est une conception dogmatique du marxisme agraire et ses résultats catastrophiques plongèrent pendant nombreuses années des secteurs importants de la population russe dans un état de famine endémique, ce qui motiva un renforcement de la bureaucratie elle-même facteur d'aggravation du malaise et de la révolte qui, dans les campagnes, freinaient la production. Les inconvénients de cette transformation radicale n'avaient pas échappé à la direction du Parti Communiste chinois qui prudemment dans l'article 34 du Programme Commun affirmait : « Le gouvernement populaire guidera les paysans pas à pas dans l'organisation des *formes diverses* d'entraide, de coopération dans le travail et la production suivant le principe du libre choix et des profits mutuels. » Et de fait, au début de la révolution chaque paysan conservait le contrôle de sa propre terre, qui continuait à être exploitée comme une unité distincte. La coopération prenait la forme d'entraide, les animaux de trait et les outils étant mis en commun. Le travail du paysan était soit mis en commun, soit prêté pour un emploi saisonnier, ce qui n'était que le développement de pratiques déjà largement répandues en Chine comme dans d'autres pays. Mais il s'agissait là d'une manœuvre politique qui avait pour but dans les premiers temps de la révolution de constituer une classe de petits proprietaires influents partisans du régime. A partir de 1956 la collectivisation de la terre fut accélérée, les fermes rassemblées, les directeurs et une bureaucratie installés. Dès lors, l'agriculture passa sous le contrôle du Parti et des brigades de production. Et lorsque s'édifièrent les Communes celles-ci prirent en mains toute l'administration des fermes coopératives. Il est d'ailleurs probable que cette transformation profonde, qui ne s'imposait pas de façon indiscutable, a été accélérée par le gouvernement parce qu'elle facilitait la perception de l'impôt et surtout des livraisons obligatoires qui permettaient de payer les biens d'équipement nécessaires au programme d'industrialisation et qui étaient fournis par la Russie. L'expérience tentée en Israël est aujourd'hui suffisamment connue pour qu'on ne s'y attarde que pour signaler que le socialisme intégral d'un kibboutz ne fut possible que réalisé sur un sol autrefois vierge, par une population transplantée et qui se trouvait automatiquement allégée des préjugés et des coutumes qui enracinent le paysan à sa terre. Mais l'expérience la plus riche d'enseignements est certainement l'expérience yougoslave. Dans ce pays de petites propriétés à faible rendement, les dirigeants ont procédé à une socialisation prudente en lui conservant son caractère volontaire. « Notre pensée, déclare Kardelj, vice-président du Conseil éxecutif, doit, dans le domaine de l'agriculture, être guidée par le souci de conserver à la direction des coopératives, des hommes vivants et indépendants, sans quoi toute augmentation de la production est un leurre. » Et c'est dans ce refus de substituer dans la volonté créatrice, l'Etat àl'homme que se trouve la véritable originalité de la réforme agraire youvoslave.

Toutes ces expériences ont un facteur commun, la faible productivité de l'agriculture, ce qui, contrairement aux prophéties marxistes, fut un élément important de la révolution et de l'acceptation de la transformation des structures par une paysannerie décidée à tout essayer pour échapper à la misère et au servage. Mais il en est tout autrement en France et si nous ne pouvons rien construire de solide sans étudier très sérieusement les réformes agraires qui se sont produites depuis cinquante ans, les conclusions que nous en tirerons devront s'inscrire dans les réalités géographiques, économiques et sociales du pays, sous peine de rejoindre dans les cartons, les projets abstraits que l'idéologie construit depuis que les hommes ont commencé à penser.

∴

Le socialisme libertaire dans nos campagnes devra tenir compte de trois facteurs essentiels : Le morcellement du sol ; la diversité des cultures ; le niveau de vie des paysans. Sa vocation libertaire le conduira à écarter l'intervention de l'Etat, qui sous une forme ou sous une autre a été le moteur des transformations agraires dont nous parlons plus haut. Le fédéralisme, forme d'organisation infiniment plus souple que le centralisme marxiste, lui permettra d'échapper à la systématisation qui est à la base de l'échec enregistré dans les démocraties populaires et qui de toute façon est aberrante dans un pays ou l'agriculture est diversifiée à l'infini.

Mais la première mesure, celle qui ne souffre aucune discussion, c'est l'expropriation de tous les fermages et la remise de la terre sous certaines conditions, à ceux qui la travaillent. Il est bon de rappeler à ce sujet que ces terres appartiennent dans une grande proportion à des collectivités ou à des banques, en fait, à des gens qui n'ont que des rapports très lointains avec l'agriculture.

Nous avons signalé le nombre important de coopératives qui existent dans le pays. Ces coopératives, de nature bourgeoise pour la plupart, ont toutefois le mérite d'exister. Elles couvrent une partie importante du reseau de production et d'échanges. Il faudra les étendre et surtout les relier à travers les Unions communales, car comme pour le syndicalisme, la coopération horizontale interproductive est la seule vraie garantie contre la coopérative verticale, la coopération d'industrie, de spécialité.

Le problème du socialisme libertaire dans nos campagnes est un problème de synthèse entre l'intérêt personnel du paysan et l'intérêt collectif de la nation. Il faut tout d'abord convaincre la classe paysanne qu'une concentration industrielle raisonnable de l'agriculture est inéluctable. Et si les paysans ne l'organisent pas eux-mêmes, elle se fera sans eux ou contre eux par l'intermédiaire de l'Etat capitaliste ou socialiste. Sur la base du village une partie importante de la culture et de l'élevage peut et doit être organisé collectivement. Il est nécessaire que cette collectivisation ait un caractère provisoire. Ce n'est qu'après une période transitoire, au cours de laquelle le paysan pourrait constater de l'amélioration à sa situation personnelle grâce à une exploitation rationnelle des terres, que cette collectivisation deviendrait définitive. En aucun cas la collectivisation doit être une mesure de force et seul le succès de telle entreprise doit déterminer une adhésion générale. Pendant la période transitoire, les parcelles individuelles resteraient la propriété de chaque participant à l'union des coopératives communale. Cette organisation sur la base communale ne pourra d'ailleurs être viable que si les autres travailleurs de la commune s'y intègrent avec leur organisation syndicale professionnelle. Enfin, l'expérience libertaire dans les campagnes doit conserver son caractère provisoire et éviter que le paysan soit enfermé dans un processus irréversible, afin de ne pas dresser contre elle une classe encore profondément attachée à sa terre et à ses traditions et sans l'adhésion de laquelle rien n'est possible.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés de l'entreprise libertaire. Une telle expérience se heurtera d'abord aux mœurs paysannes, aux exploitations familiales, etc. Si un nombre de plus en plus grand des paysans est acquis à la notion de cooperation, le socialisme rencontre encore de fortes résistances. Rapidement cette réforme se heurtera à l'Etat, dont elle prétendra remplacer les structures et cette opposition créera des conflits, qui feront prendre conscience aux travailleurs de la terre, de la vraie nature de cet Etat. Et alors ils rejoindront les travailleurs urbains, les objectifs des luttes devenues identiques.

La chance du socialisme dans les campagne c'est son caractère libertaire qui laisse en place l'autonomie du paysan. C'est aussi le système fédéraliste qui harmonise des formes d'exploitations différentes ajustées à l'économie disparate des provinces. Aux paysans de le comprendre s'ils veulent échapper à la machine à fabriquer des objets appelés on ne sait trop pourquoi, *des hommes*, et que l'usine marxiste s'apprête à produire en grandes séries.

(Cette page a été réalisée par le Groupe Louise Michel, avec le concours d'un camarade du Groupe Libertaire de Bordeaux.)

Bernard Prat-Cotter

LE ROLE des anarchistes dans les syndicats

Nous n'irons pas prétendre que ce serait facile, ce qui serait parfaitement inexact. Mais instruits par des expériences vécues dans les syndicats, il nous est difficile d'admettre que c'est impossible. Possible ça l'est, car à l'époque où les anarchistes occupaient une place de choix dans l'actualité quotidienne et une audience tres large dans le mouvement ouvrier, ils n'étaient guère plus nombreux qu'aujourd'hui. Mais ils osaient.

Alors, osons poser en termes clairs les conditions d'un fonctionnement démocratique des organisations syndicales. Il nous faudra, bien entendu, combattre les habitudes prises, par lesquelles les dirigeants syndicaux arrêtent les décisions sans consulter leurs mandants. Or, dans une démocratie syndicale bien comprise, c'est à l'assemblée générale (ou Congrès) des syndiqués qu'il appartient de définir la politique et l'orientation du Syndicat. Ceci implique aussi que nous placions les travailleurs devant leurs responsabilités. Car, ces derniers se sont beaucoup trop désintéressés de la vie de leurs organisations de classe, laissant ainsi le champ libre à tous les aventuriers. Les travailleurs partagent pleinement, avec les bureaucrates, les responsabilités dans la dégénérescence du mouvement syndical. C'est cet abandon par la base qui est à l'origine de la transformation du rôle de coordination des instances fédérales et confédérales en fonction d'états-majors omniscients et omnipotents.

La participation directe et massive de tous les syndiqués à la marche et à l'action de leur organisation, si elle constitue un aspect essentiel de la démocratie syndicale, n'en est pas pour autant le seul. Il serait en effet, inconcevable que les différentes conceptions du syndicalisme ne puissent s'exprimer librement à tous les échelons du mouvement syndical. Ces tendances (dont les anarcho-syndicalistes) doivent pouvoir intervenir en tant que telles et exposer leurs idées à tout moment, à tous les échelons et par tous les moyens, voie de presse autonome, par exemple. Quant aux gens de mauvaise foi, qui affirment que ces activités « fractionnelles » affaibliront le syndicalisme, qu'ils comparent l'unité des tendances qui forment notre Fédération Anarchiste. à la division en deux partis (SFIO et PSU) de la social-démocratie, et celle des marxistes des Partis Communistes en staliniens, trotskystes, titistes, etc., tant en France qu'à l'échelle mondiale. La seule Fédération qui ait surmonté la scission CGT — CGT - FO est la Fédération de l'Education nationale, celle dans laquelle existent précisément trois tendances : « majoritaire », dite « des Bouches-du-Rhône » et « Ecole Emancipée » (qui correspondent aux trade-unionistes, léninistes et syndicalistes révolutionnaires — dont les anarcho - syndicalistes —. Le monolithisme n'a jamais été un facteur d'union, mais, bien un ferment de division. En fait ceux qui répandent de tels « arguments » contre la démocratie syndicale en ont très peur, ils sentent bien que la libre circulation des opinions et des thèses dans le mouvement ouvrier, sonnerait le glas de leur pouvoir bureaucratique et incontrôlé sur le prolétariat.

III. — CONTRIBUTION A UN PROGRAMME SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE.

Nous ne considérons pas la réalisation d'une société communiste, comme étant une fin en soi, mais comme un moyen de mettre un terme à une condition matérielle et morale dégradante pour les travailleurs. Les perspectives qui nous guident dans notre action permanente depuis près d'un siècle pourraient être résumées ainsi : faire disparaître tout ce qui contribue à l'asphyxie sociale, politique, économique, culturelle, personnelle de l'homme et, promouvoir une forme d'organisation de la communauté des hommes qui permette le plein épanouissement de chaque individu.

Ainsi, nous avons toujours farouchement combattu les formes de mécanisation du travail qui dépersonnalisent le travailleur, le transformant en complément nécessaire de la machine. La « rationalisation des gestes », la « suppression des temps morts », le « stakhanovisme » continueront à rencontrer de notre part une opposition des plus énergiques.

Manger mieux et travailler moins, pourraient être les revendications d'un cheval, s'il était syndiqué. En ce qui concerne des êtres humains de telles perspectives sont nettement insuffisantes. Car ce qui différencie l'homme du cheval, c'est que le premier est doué d'intelligence, de sensibilité, de sentiments. Ce dernier fait nous oblige à mettre en avant, outre des revendications matérielles, des exigences d'ordre culturel. Au vingtième siècle, il est scandaleux que le travailleurs boive, mange, dorme, et, travaille, tout comme une bête de somme. Le travailleur est un être humain, l'accès à la culture lui est aussi indispensable que la nourriture ou le sommeil. Là encore, il nous faudra mener un combat sans faiblesse contre la niaiserie (bandes dessinées, des quotidiens, presse dite du cœur, tiercé, etc.) et amener le mouvement syndical à dénoncer sans équivoque ces « loisirs » de bas étage.

Mais alors, il est inadmissible qu'à notre époque, la grande majorité des hommes consacrent les trois quarts de leur temps au travail seul et le dernier quart à toutes leurs autres activités réunies. Il y a là un flagrant déséquilibre. Or, les moyens techniques existent qui, mis progressivement en application, permettraient de réduire la durée du travail, au profit du temps qui pourrait ainsi être consacré à l'étude, aux arts, aux sports et à la vie intime personnelle de chacun et chacune. Pourtant, l'automation peut être une arme à double tranchant. Si elle réalisée par des organes étatiques ou par des sociétés privées, elle ne se traduira que par une déshumanisation plus poussée encore du travail, une augmentation des cadences pour les uns et le chômage pour les autres. Ainsi, nous devrons faire constamment ressortir, que l'action pour la modernisation de l'outillage et des méthodes de travail est inséparable de la lutte pour la gestion ouvrière directe de l'économie et de l'ensemble de la société. L'automation ne peut se concevoir qu'accompagnée du pouvoir des conseils révocables à tout instant, par leurs mandants. Là encore, il ne nous faudra pas négliger le « comité d'entreprise » et en préconiser la transformation en conseil ouvrier, responsable devant l'assemblée de l'usine, du chantier, etc., et révocable par elle, en tout ou partie.

Il nous faudra aussi affirmer que la complexité des problèmes les rendent parfaitement insolubles, enfermés dans les frontières nationales. La gestion, libertaire ou non, d'une société moderne, entraine une interdépendance entre les entreprises, les industries, les régions. Dans les domaines économiques et social (et politique par voie de conséquence), l'unification de l'Europe apparait comme une nécessité aussi urgente que vitale. Les différentes productions industrielles des diverses régions de l'Europe se complètent. Ainsi la Roumanie produit une quantité de pétrole bien supérieure à ses possibilités de consommation. Par contre la production belge de pétrole est inexistante, alors que la Belgique a besoin de pétrole. L'Italie dispose d'une main-d'œuvre réduite à la misère par le chômage, tandis que la France souffre d'une pénurie de travailleurs et fait appel à une main d'œuvre déracinée (nord-africaine, noire, italienne, polonaise, portugaise, etc.). Là encore, nous nous trouvons placés devant des problèmes, à première vue techniques, mais, qui, si on les étudient, deviennent douloureusement humains. Les solutions seront catastrophiques pour les peuples ou en harmonie avec leurs intérêts et leur dignité, suivant qu'elles émaneront des exploiteurs ou de ceux qui sont encore des exploités, mais qui aspirent à ne plus l'être.

L'avenir de l'Europe, et surtout des travailleurs européens, dépendra essentiellement de la capacité des syndicats européens à répondre aux trusts de la petite « europe » occidentale et au bloc monolithique du glacis marxiste par une unification des luttes ouvrières dans TOUTE l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, luttes qui ne peuvent aboutir qu'à une vaste confédération des régions industrielles, des communautés ethniques et linguistiques, coiffant les unités socialistes libertaires, ce qui ne pourra qu'entraîner la disparition des Etats. Les événements de 1956 en Hongrie et en Pologne démontrent que les pays sous domination marxiste peuvent tout naturellement se joindre à ceux qui comme l'Espagne se battent contre une forme d'exploitation plus classique.

Enfin, le syndicalisme ouvrier, s'il doit écarter toute alliance avec les partis politiques, doit au contraire les rechercher avec ses frères de misère aujourd'hui, compagnons de la victoire de demain, les syndicalismes parallèles paysan et universitaire, ainsi qu'avec le mouvement coopératif et les mouvements de jeunesse.

IV. — ORGANISATION ANARCHISTE ET ORGANISATION SYNDICALE.

Tout d'abord, il nous paraît impensable que l'organisation anarchiste puisse vivre repliee sur elle-même, en vase clos. Le militant anarchiste, pour prendre position face aux réalités, doit en avoir une connaissance profonde et détaillée, qu'il ne peut acquérir que s'il vit chacune des luttes ouvrières, de la plus modeste à la plus grandiose. Or, il ne peut participer activement aux luttes du prolétariat, que s'il est présent en permanence dans l'organisation syndicale. Bien sûr, cette présence nécessite de prendre part à des actions que certains considéreront comme négligeables, mais attention à ce « purisme » exagéré qui n'aboutirait qu'à une rupture totale entre l'organisation anarchiste et les masses ouvrières, qui, même organisées syndicalement, ne sont pas révolutionnaires, mais très opportunistes. Il nous faut bien admettre, pour éviter cette désastreuse coupure, la nécessité d'un certain opportunisme apparent, afin de nous placer au niveau des travailleurs, seule façon d'être entendus d'eux.

Dans notre esprit, il est fait une distinction entre l'organisation révolutionnaire et le mouvement de masses. Le premier type de groupement se crée autour d'une éthique, ce qui en limite le recrutement. Ainsi, en ce qui concerne notre fédération anarchiste, ne peuvent y entrer que ceux des militants qui ont assimilé notre morale libertaire et notre doctrine sociale. Il ne saurait y avoir dans une telle organisation autre chose que des militants. Le second type d'organisation est beaucoup plus souple, donc plus vaste, plus enraciné dans la masse avec laquelle il se confond et dont il est l'expression.

La nature des rapports entre l'organisation anarchiste et le mouvement syndical ne saurait s'identifier aux méthodes employées par les marxistes, lesquels appellent les travailleurs à adhérer à leur programme et à reconnaître le parti comme le seul état-major de la classe ouvrière. Ils imposent leurs décisions dans les syndicats, s'accrochent aux leviers de commande, sans que la base ait la possibilité de peser sur l'orientation imposée bureaucratiquement, autrement que par l'inertie, lorsqu'elle la désavoue.

En ce qui nous concerne, il en va très différemment. Nous ne nous sommes jamais considérés comme l'état-major du prolétariat, ni comme le chas de l'aiguille par lequel passera la révolution sociale. Pour nous, l'organisation anarchiste est un groupe d'études, dont la rôle consiste à examiner, situations, problèmes, projets, perspectives, d'une manière approfondie. Et nous avons à y participer, apportant par là au mouvement anarchiste des éléments d'appréciation, que, militants dans les entreprises et dans les syndicats, nous sommes seuls à détenir.

Par ailleurs, notre participation active aux débats des groupes de notre fédération anarchiste, et la confrontation permanente entre nos thèses et celles de militants libertaires non syndicalistes, doit nous amener à des attitudes originales dans le mouvement syndical, au sein duquel il est inconcevable que nous nous identifions à la Bureaucratie. Les anarcho-syndicalistes, dans le cadre des instances démocratiques du syndicat, de la section d'entreprise aux congrès souverains à tous les échelons, pourront ainsi soumettre des propositions concrètes, tant en matière de programme d'action qu'en matière de méthodes d'organisation, sans oublier que l'organisation syndicale n'a de valeur en soi, que si elle adopte en son propre sein des modes d'action et d'organisation, calqués sur les fins qu'elle proclame : l'émancipation matérielle et intellectuelle des travailleurs. Le rôle des anarchistes dans les syndicats n'a pas d'aure sens que celui de faire passer ces proclamations dans les faits.

Le concept matérialiste de la liberté selon M. Bakounine

La définition matérialiste, réaliste et collectiviste de la liberté tout opposée à celles des idéalistes, est celle-ci : L'homme ne devient homme et n'arrive tant à la conscience qu'à la réalisation de son humanité que dans la société et seulement par l'action collective de la société tout entière ; il ne s'émancipe du joug de la nature extérieure que par le travail collectif ou social qui seul est capable de transformer la surface de la terre en un séjour favorable aux développements de l'humanité, et sans cette émancipation matérielle il ne peut y avoir d'émancipation intellectuelle et morale pour personne. Il ne peut s'émanciper du joug de sa propre nature, c'est-à-dire il ne peut subordonner les instincts et les mouvements de son propre corps à la direction de son esprit de plus en plus développé, que par l'éducation et par l'instruction ; mais l'une et l'autre sont des choses éminemment, exclusivement sociales ; car en dehors de la société, l'homme serait resté éternellement une bête sauvage ou un saint, ce qui signifie à peu près la même chose. Enfin, l'homme isolé ne peut pas avoir la conscience de sa liberté. Etre libre, pour l'homme, signifie être reconnu et considéré et traité comme tel par un autre homme, par tous les hommes qui l'entourent. La liberté n'est donc point un fait d'isolement, mais de réflexion mutuelle, non d'exclusion, mais, au contraire, de liaison, la liberté de tout individu n'étant autre chose que la réflexion de son humanité ou de son droit humain dans la conscience de tous les hommes libres, ses frères, ses égaux.

Je ne puis me dire et me sentir libre seulement qu'en présence et vis-à-vis d'autres hommes. En présence d'un animal d'une espèce inférieur, je ne suis ni libre, ni homme, parce que cet animal est incapable de concevoir et par conséquent aussi de reconnaître mon humanité. Je ne suis humain et libre moi-même qu'autant que je reconnais la liberté et l'humanité de tous les hommes qui m'entourent. Ce n'est qu'en respectant leur caractère humain que je respecte le mien propre. Un antropophage qui mange son prisonnier, en le traitant de bête sauvage, n'est pas un homme, mais une bête. Un maître d'esclaves n'est pas un homme, mais un maître. Ignorant l'humanité de ses esclaves, il ignore sa propre humanité...

Le fondement du culte chrétien et la première condition du salut, n'est-ce pas la renonciation à la dignité humaine et le mépris de cette dignité en présence de la grandeur divine ? Un chrétien n'est donc pas un homme, dans ce sens qu'il n'a pas la concience de l'humanité, et parce que, ne respectant pas la dignité humaine en soi-même, il ne peut la respecter en autrui ; et ne la respectant pas en autrui, il ne peut la respecter en soi-même. Un chrétien peut être un prophète, un saint, un prêtre, un roi, un général, un ministre, un fonctionnaire, le représentant d'une autorité quelconque, un gendarme, un bourreau, un noble, un bourgeois exploitant ou un prolétaire asservi, un oppresseur ou un opprimé, *un tortureur* ou un torturé, un maître ou un salarié, mais il n'a pas le droit de se dire un homme, parce que l'homme ne devient réellement tel que lorsqu'il respecte et qu'il aime l'humanité et la liberté de tout le monde, et que sa liberté et son humanité sont respectées, aimées, suscitées et créées par tout le monde (1).

Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens libre vraiment que par la liberté d'autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent et plus profonde et plus large devient ma liberté. C'est au contraire l'esclavage des hommes qui pose une barrière à ma liberté, ou ce qui revient au même, c'est leur bestialité qui est une négation de mon humanité parce que, encore une fois, je ne puis me dire libre vraiment, que lorsque ma liberté, ou ce qui veut dire la même chose, lorsque ma dignité d'homme, mon droit humain, qui consiste à n'obéir à aucun autre homme et à ne déterminer mes actes que conformément à mes convictions propres, réfléchis par la conscience également libre de tous, me reviennent confirmés par l'assentiment de tout le monde. Ma liberté personnelle ainsi confirmée par la liberté de tout le monde s'étend à l'infini.

On voit que la liberté, telle qu'elle est conçue par les matérialistes, est une chose très positive, très complexe et surtout éminemment sociale, parce qu'elle ne peut être réalisée que par la société et seulement dans la plus étroite égalité et solidarité de chacun avec tous. On peut distinguer en trois moments de développement et la pleine jouissance de toutes les facultés et puissances humaines pour chacun par l'éducation, par l'instruction scientifique et par la prospérité matérielle, toutes choses qui ne peuvent être données à chacun que par le travail collectif, matériel et intellectuel, musculaire et nerveux de la société tout entière.

IVO CHRISTOU, Genève

(1) *C'est également vrai pour l'autoritaire défenseur du pouvoir et du parti uniques de toutes les variétés et couleurs.*

(2) *Tiré des œuvres de Bakounine, tome I, p. 277-82, « Dieu et l'Etat ».*



LA BATAILLE QUI SE PREPARE

doit être livrée à l'échelon de l'usine par les travailleurs et cadres syndicaux d'entreprise

Tout a commencé par les quatre semaines de congé « octroyées » chez Renault. On a écrit de droite à gauche et même au-delà, pas mal de betises sur ces quatre semaines. En vérité le « coup » fut manigancé par une frange U. N. R. avide de faire du social et qui a trouvé un appui dans le directeur technocrate qui dirige cette firme et qui comme ses semblables s'est empressé de faire des genuflexions aux puissants du jour, en l'ocurrence le parti qui venait de triompher aux élections. Sous ce coup de Jarnac, les patrons on réagi avec violence et cette réaction des hommes de la rue Pierre 1er de Serbie, encouragés par le gouvernement lui-même mécontent d'une initiative qui le plaçait devant le fait accompli, s'est étendu bien au-delà des quatre semaines. Bien sûr, les grandes firmes d'automobiles ont cédé ou céderont devant l'exemple donné par la Régie, mais par contre, les autres revendications des travailleurs vont retrouver contre elles le front uni du patronat des directeurs du secteur nationalisé, en passant par ces régimes bâtards qui, comme les ASSEDICS ou la Sécurité Sociale ne laissent aux travailleurs et à leurs représentants que le privilège de « toucher les écrouelles ».

Contre cette volonté bien arrêtée de faire barrage au revendications, les organisations syndicales réalisent un peu partout l'unité d'action et cette unité d'action est à la fois l'arme décisive dans la lutte et un échec à ceux qui pour des fins politiques inavouables entretiennent le morcellement syndical. Unité d'action des métallurgistes pour les quatre semaines et les quarante heures. Unité d'action des mines qui préparent la grève générale. Unité d'action du gaz et de l'electricité, qui sont décidés à rattraper un retard qui s'échelonne sur plusieurs années. Dans leur lutte les travailleurs se heurtent au front unique que constituent le C.N.P.F. et l'Etat-patron armés du quatrième plan, car, de nouveau les travailleurs se voient aux prises avec ce système de réorganisation de l'Etat capitaliste auquel les organisations syndicales ont accepté de collaborer et les travailleurs peuvent aujourd'hui constater que nous avions raison, nous, les minoritaires de F. O., lorsqu'au dernier Congrès nous réclamions le départ immédiat de notre confédération de ce plan de sauvegarde des intérêts du régime capitaliste. Un tiers seulement du congrès nous suivit, mais maintenant les yeux se sont ouverts ou vont s'ouvrir et dans les batailles qui demain se déclencheront, les travailleurs devront ajouter à leurs revendications contre les patrons une autre revendication contre leurs propres dirigeants : le départ immédiat de la commission du plan.

Car des batailles vont se déclencher. Bien sûr, la décision reste dans les mains de l'appareil syndical, sur lequel les travailleurs n'ont pas de prises même s'ils sont syndiqués, mais la hausse continuelle des prix et le raidissement du C.N.P.F. et du gouvernement rendent les mouvements sociaux inévitables. Les ouvriers ne doivent pas oublier que si dans le déclenchement des luttes ils sont tributaires des appareils syndicaux, lorsque ces luttes sont engagées alors, *tout dépend d'eux et exclusivement d'eux*. C'est dans les luttes et surtout lorsqu'elles prennent un caractère violent que les revendications se modifient ; quels que soient au départ les motifs de l'action, aussitôt la lutte engagée, deux revendications doivent immédiatement prendre le pas sur les autres : *les quarante heures sans diminution de salaires, la réduction de la hiérarchie.* Pour mener à bien ces luttes ils doivent former avec les syndicats, des comités d'usine et la reprise du travail ne doit s'effectuer *qu'avec la garantie que les jours de grève seront payés*. Déjà s'amorcent des mouvements de solidarité et les mineurs font appel aux cheminots et aux dockers. En vérité, c'est à l'échelle de *la Commune*, du *Canton*, de la *Sous-préfecture* et de la *Préfecture* que la solidarité doit jouer non seulement à travers sa profession, mais avec un caractère intersyndical. Les luttes des travailleurs de l'industrie et du secteur nationalisé doivent être communes et c'est à l'échelon syndical, l'échelon noble, l'échelon majeur du mouvement ouvrier que les grèves de solidarité doivent être organisées au besoin contre l'avis des Fédérations et des Confédérations, échelon de la bureaucratie et frein traditionnel du mouvement ouvrier.

Programme modeste, diront les *durs* qui militent dans les arrière-salles des cafés, mais programme qui suffirait, s'il était appliqué à changer la gueule du mouvement syndical. Programme qui ne dépend pas des bonzes, qui peut se réaliser sans eux, contre eux ! La parole est aux travailleurs et aux responsables syndicaux qui luttent avec eux dans l'entreprise.

MONTLUC

Actualité sociale et syndicale

A l'heure de la décolonisation la France en passe de devenir une colonie américaine

Pour le travailleur de chez SIMCA, être exploité par un trust américain, italien ou français, devrait à priori, n'avoir aucune répercussion directe pour son avenir, bien au contraire, si l'on s'en réfère à l'organe « Les informations politiques et sociales ». Mr Vallon, dans un récent rapport présenté au conseil économique et social, expliquait que « les investissements étrangers en France ne constituent qu'une faible part des investissements bruts français », et que des nations européennes c'était la France qui en avait le moins bénéficié. Et toujours selon le même organe : « Si les investissements étrangers en France sont bénéfiques sur le plan économique (et là ce n'est pas nous qui les contredirons) ils ne le sont pas moins sur le plan social », et à l'occasion du débat sur le rapport Vallon le professeur François Perroux a déclaré que « les investissements étrangers en France, dans la mesure où ils contribuent a accroître le produit global par augmentation des productivités sectorales, entraînent une répartition de coûts sur une masse plus grande et à terme un accroissement de la capacité globale d'investissements » et toujours selon Perroux : « La classe ouvrière peut donc tirer des avantages d'un accroissement des investissements étrangers même si le pays est dans une situation de plein emploi. » Mais ce que vous étonnera peut-être c'est que tout le conseil économique et social y compris et en particulier tous les représentants des syndicats votèrent et souhaitèrent dans le texte, que les investissements étrangers en France soient encouragés.

Nous pouvons nous demander si les 800 licenciés des établissements Massey-Fergusson (Firme américano-canadienne) à Marquette-les-Lille, sont du même avis que ce très optimiste professeur. Et s'il nous fallait croire aux vertus du quatrième plan français l'on pourrait avoir quelques inquiétudes, car ces capitalistes étrangers se préoccupéront-ils de certaines rigueurs à commencer par les objectifs de la planification locale et les ouvriers et chez SIMCA ou autres ne risquent-ils pas de faire les frais de cette nouvelle forme d'économie capitaliste. Pour l'instant la firme SIMCA profitera certainement d'une amélioration de la situation financière; pensez-donc les exportations de ladite firme vers les U.S.A. : de 40.000 en 1959 étaient tombés à zéro en 1962 ; il était temps. Dans le domaine de l'alimentation le problème est identique. Une société : « La Libby Mac Neill and Libby » pense pouvoir construire une usine géante de 12.500.000 frs avec une production annuelle de 56.000 tonnes de conserves au bout de six ans de fonctionnement, soit 10 % de la production française, ce qui permettrait aux financiers étrangers d'écouler en Europe une partie de la production agricole américaine, quel désintéressement ! C'est sûrement dans le même esprit que les biscuits Gondolo sont tombés sous le contrôle du National Biscuit and Co., que les biscuits Delacre sont controlés par Campbell Soup and Co., le lait Gloria par Général Milk, Hendebert, Nescafé et Maggi, par Sopad Nestle, Royco et Astra par Unilever, etc..., de quoi rêver, la décolonisation est vraiment en marche. Pourtant il serait temps que les travailleurs prennent conscience de ce nouveau danger. La quatrième semaine de congé ne saurait en rien changer leur situation d'exploités, que la menace d'une plus grande exploitation et l'insécurité de l'emploi leur ouvrent les yeux et leur donnent enfin confiance en leurs moyens, qu'ils sachent qu'en dehors des sociétés capitalistes ou marxistes, il existe une forme de société capable de les satisfaire, la société libertaire, avec la gestion directe des entreprises par les producteurs eux-mêmes, là est le seul remède. Les réformes ou aménagements, Marché commun, planification, investissements étrangers, ne sont que paliatifs ou tromperies pour que dure un système dont les parasites et les truands sont seuls bénéficiaires.

HENRIKO

Grenoble
Le conflit NEYRPIC

Depuis deux mois les travailleurs du groupe NEYRPIC sont en lutte parce que Glasser, nouveau président-directeur général, a décidé la rupture de l'accord de rémunération en vigueur dans l'entreprise. Cet accord prévoyait :

— Une prime d'activité à Noël (environ 15 % du salaire mensuel).

— Des augmentation semestrielles de 2 % (soit 4 % annuel).

— Une augmentation individuelle minimum de 2 %.

Depuis décembre, Glasser a annoncé et commencé à réaliser des suppressions de postes de travail, provoquant des licenciements (deux anciens malades — 22 et 25 ans d'ancienneté — sont jetés à la rue); quatre femmes de ménage sont licenciées ; vingt jeunes au retour du service militaire ne sont pas repris dans l'entreprise.

Une main d'œuvre mise en condition, un climat de peur, voilà la situation que tente de créer Glasser à NEYRPIC.

Pour tenter de justifier son attitude réactionnaire, Glasser fait état de difficultés financières rencontrés par NEYRPIC et voudrait faire croire que les dépenses de main d'œuvre en sont la cause la plus importante. Or, la masse de salaires ne s'est pas accrue par rapport à l'activité de l'entreprise. En 1963 elle a même augmenté moins vite : En 1962 la masse salariale a augmenté de 18 % ; l'activité de production a augmenté de 30 %.

Au cours de 1962 les salaires de NEYRPIC n'ont pas augmenté plus vite qu'ailleurs. L'indice général des salaires horaires d'après les statistiques du Ministère du Travail est de 9 % ; l'augmentation des salaires découlant de l'accord est de 7,44 %.

Ce ne sont donc pas les salaires qui sont la cause des difficultés financières exposées par Glasser, qui veut une production supérieure avec de salaires moindres et un effectif réduit. Mais l'exemple de Glasser est contagieux. Les patrons de la région ne manqueront pas, de grè ou de force, de l'imiter.

Aussi, répondant à l'appel lancé la veille par leurs syndicats, près de 2.000 ouvriers et employés des établissements NEYRPIC ont défilé le vendredi 15 février dans les principales artères de la ville. Cette importante manifestation, qui avait pour but d'attirer l'ensemble de la population et plus spécialement la municipalite, sur la gravité du problème NEYRPIC. Après une halte à la Bourse du Travail, le cortege reprit sa marche et se rendit à la Cité Administrative où une délégation des quatre centrales syndicales fut reçue par M. Jean-Ange Toni, contrôleur à l'Inspection du Travail. Cette journée d'action se poursuivit par des débrayages aux établissements NEYRPIC.

Rolland LEWIN

Solidarité avec les mineurs de May-sur-Orne

Une fois de plus, la rationalisation capitaliste tente de s'imposer au détriment des ouvriers. Sous prétexte de modernisation du bassin minier, la direction des mines de May-sur-Orne a fait savoir qu'elle comptait réduire dans les mois à venir son personnel de 600 à 400 travailleurs ; déjà 125 licenciements sont prévus pour avril, dont 25 pour février.

Les travailleurs refusent de s'incliner devant cette décision : eux, qui ont fait fonctionner la mine jusqu'à présent, qui l'ont fait démarrer après la guerre, entendent bénéficier de la modernisation.

1°) Par un travail moins dur.

2°) Par des horaires plus réduits sans diminution de salaires.

Le Patronat, lui, ne cherche que les profits ; peu lui importe de se débarrasser du jour au lendemain de ceux qui ont produit pour lui. C'est une trop belle affaire que de pouvoir augmenter la productivité en diminuant les effectifs pour se soucier des hommes.

Nous, salariés, ne pouvons être que du côté des mineurs de fer qui luttent pour leur droit à la vie. Demain peut-être serons-nous atteints par la modernisation. Il faut dès à présent se solidariser entièrement avec leur action et ceci en leur apportant notre aide sous quelque forme que ce soit, en particulier *sur le plan financier.*

GROUPE AUTONOME DE SOLIDARITE OUVRIERE
(CAEN)

L'AFFAIRE GUIGON UN MORT-VIVANT

L'affaire commence le 9 juin 1937. Le lieutenant Guigon, officier de la Compagnie des Chargeurs Réunis fait, entre Dakar et Conakry, une première insolation tropicale sur le paquebot « Le Foucauld », où il œuvre, croit-il, à titre de troisième lieutenant. On le remet sur pied tant bien que mal à l'aide d'un remède de cheval. Guigon fait une deuxième insolation le 27 juin 1937. Il tombe dans le coma. S'il en réchappe, ce sera définitivement un invalide.

Le régime légal des marins marchands, pourtant rétrograde, prévoit un système de constat et d'indemnisation qui devrait valoir à Guigon une rente décente. Le capitaine avait l'obligation de constater l'accident dans un rapport immédiat qui devait être déposé au premier port d'escale, Conakry, touché le lendemain matin 28 juin à six heures. Le dépôt de ce rapport aurait déclenché la procédure d'indemnisation, faisant visiter Guigon par l'autorité maritime de Conakry, qui reconstituait les faits, les consignait, faisait hospitaliser le lieutenant, le rapatriait, constatait l'insolation et en dévoilait les causes.

Car l'insolation de Guigon n'était pas une insolation banale. Embarqué le 27 avril, Guigon se croyait inscrit au rôle de l'équipage comme troisième lieutenant du bord, comme ses fonctions le laissaient entendre. En réalité, il avait été embarqué frauduleusement comme élève officier. Un tel embarquement, accompagné d'un service réel de lieutenant, constituait un gain illicite pour les Chargeurs Réunis, les taxes à l'armement étant déterminées par la qualité inscrite au rôle. En outre, on avait confié à Guigon un service très spécial : huit heures de quart uniquement de jour dans la fournaise des tropiques.

C'est pourquoi le capitaine Ferbos ne déposa pas son rapport — qu'il n'avait du reste pas dressé au moment de l'accident — en arrivant à Conakry. Ce faisant, il rendait automatiquement la Compagnie responsable du préjudice causé à l'officier. C'est pourquoi Ferbos confia la garde du lieutenant au médecin Chappoy. Ils n'avaient qu'un seul but : garder Guigon au secret jusqu'au retour du « Foucauld » dans le fief des Chargeurs Réunis, ce qui les obligeait à transporter cette épave jusqu'à Pointe-Noire (4.500 km) et à la ramener à Bordeaux où tout un ensemble de dispositions fonctionnaient pour éliminer toutes traces d'un tel cas.

Le navire passa les escales de Sassandra, Port Bouet, Abidjan, Lomé, Cotonou, sans que rien ne transpirât de l'affaire. Aux yeux des autorités visant le rôle, le lieutenant continuait d'assurer son service. A la veille d'arrivée à Douala, l'état du moribond empira. Pour éviter une mort à bord, ce qui aurait jeté une suspicion de négligence sur le commandant d'un navire aux escales quotidiennes, Ferbos fit mettre à terre son lieutenant le 4 juillet, mais ne renonçant en rien à ses projets, il opéra clandestinement, sans avertir l'autorité maritime de Douala, et négocia avec un médecin du lieu, Queinnec, qui accepta de garder Guigon dans sa clinique.

Lorsque le « Foucauld » repasse à Douala, le lieutenant est rechargé à bord. Son état est désespéré. Il arrivera tout de même vivant à Bordeaux. Là, l'administrateur de l'Inscription Maritime, de Bourayne, penche son activité sur son cas : il envoie Guigon chez un médecin de ses amis, qui fournit le dossier des faux certificats médicaux nécessaires pour transformer l'affaire de pension en une simple affaire d'indemnité journalière.

Pendant ce temps, de Bourayne falsifie le dossier « Guigon ». Il y supprime cinq embarquements antérieurs, réduit le temps de navigation de trente-deux mois, transforme les fonctions de lieutenant en apprentissage comme élève officier et omet toutes les procédures de droit qui mettraient le malade en contact avec le dossier. Guigon est « déplacé », par ordre, d'hôpitaux en hôpitaux, de médecins en médecins, de cliniques en cliniques...

Guigon, honteusement exploité, pressuré, maltraité, menacé, abandonné, sans aucun recours réel contre ceux qui sont responsables de ce qu'il est devenu — un mort-vivant — c'est un peu, poussée au paroxysme, l'image du salarié actuel.

G. S.



(Photo Bernand.)

«La religieuse»

« A chaque fois que j'ai reçu un ordre, quel qu'il fût, mon premier désir a été de m'y dérober. » — Jean-Charles Pichon.

Il est toujours réconfortant, à l'époque des Achard et des Roussin, de voir des gens qui ne sont pas sûrs d'eux et qui se donnent beaucoup de mal pour quelque chose auquel ils croient. C'est ce qui se passe pour la Religieuse, adaptation fidèle de Diderot au studio des Champs-Elysées.

Il y avait pourtant de nombreuses raisons de se méfier. Je dois dire que j'y allais même avec un préjugé défavorable : Jacques Rivette, le metteur en scène, venait en droite ligne des « Cahiers du Cinéma », ainsi que Michel Delahaye, un des principaux acteurs, on était donc en droit d'attendre un spectacle snob et prétentieux. Quant à Anna Karina, je ne l'avais vue qu'une fois, au cinéma dans « Vivre sa vie », et je m'étais empressé de l'oublier, m'étant ennuyé comme jamais auparavant avec ce film. J'avais tort, et voici pourquoi :

La Religieuse, c'est d'abord une histoire qui est belle. Cela devient rare. C'est aussi une histoire d'aventures, au sens où l'entendent Lewis et Mathurin. Mais c'est avant tout l'histoire d'un caractère. Si l'on prend le seul texte de la pièce, l'histoire de ce caractère ne ressort pas. Elle ne veut pas entrer en religion. Pourquoi, cela ne sera dit que beaucoup plus tard ; parce qu'elle s'ennuie au couvent. On avait compris depuis longtemps que c'était cela et autre chose, et ce n'est pas le texte de l'adaptation qui nous le fait comprendre, c'est la mise en scène de Rivette et Anna Karina.

Cette mise en scène est celle de quelqu'un qui affronte avec son équipe le théâtre pour la première fois. On peut attendre énormément de ce genre de rencontre. Tout y semble fait de façon classique, mais c'est pour mieux mettre en relief ce que Rivette pense apporter de nouveau. Et là, pas de provocation voyante. On a l'impression qu'il nous dit « vous voyez, là j'ai pensé que ça serait pas mal comme ça, alors on l'a fait ». Presque toujours il tombe juste. On reconnait au passage de véritables trouvailles de mise en scène pure et non pas de direction d'acteur ou de compréhension de la pièce. Par exemple, Suzanne-Anna Karina rabattant sèchement le miroir dans lequel elle se regardait, geste qui contient toute le désarroi que lui cause sa soumission, en même temps que sa future révolte. Le Grand-Vicaire-Michel Delahaye, ponctuant son interrogatoire, fait à voix haute et dure de petits gestes patelins de la main, pour inviter une personne à sortir, son greffier à noter une déposition, ou tout simplement pour se débarraser du livre qu'il tient.

Il y a des défauts, bien sûr, peut-être une coordination trop mécanique dans les entrées ou les sorties ponctuées par les ouvertures et fermetures des rideaux de la scène dévoilant ou masquant les décors. Des scènes qui auraient demandé plus de vigueur, les longs silences voulus par le réalisateur n'étant pas toujours soutenus par le jeu qu'il faudrait, dans la scène entre les parents, par exemple.

Le caractère de la Religieuse, comme on l'a dit, est donné par l'interprétation « toute d'une pièce en plusieurs morceaux » d'Anna Karina. Rien ne choque ou ne surprend dans ses brusques éclats ou dans ses scènes de désespoir. La Religieuse malgré elle, passe tantôt de la révolte à la colère, de la volonté de lutter contre ses ennemis avec leurs propres armes à l'abattement et à la peur, sans pour cela que cesse un seul instant l'homogénéité de son personnage. C'est toujours la même jeune fille qui agit, on reconnait Suzanne dans tous ces actes, ils sont tous reliés par le même lien têtu et buté. Peu d'acteurs sont capables de cette mesure dans les retournements violents de la pensée.

Un des meilleurs moments d'Anna Karina : lorsque le confesseur vient la chercher pour l'évasion, elle le rejoint, débarrassée en partie de ses vêtements religieux. Elle est toute hésitation, mais nullement intimidée ou effrayée de se retrouver « comme une femme ». On ressent vraiment dans ce passage la présence de la Liberté toute proche.

Catherine Tacha, Nathalie Nerval et Isabelle Ehni campent l'une avec une étonnante profondeur, les autres avec une justesse presque trop vraie, les supérieures des couvents. Michel Delahaye, le grand Vicaire, donne à son personnage un côté ambigu en paraissant essentiellement préoccupé des « affaires de l'état » religieux, qui rend à son rôle une mesure certaine. Henri Poirier, l'avocat, réussit en quelques scènes brèves à rendre humaine et attachante son intervention. Dominique Vincent, Charles Millot, Michel Huillard, Bernard Rousselet, dans des rôles divers, imposent leurs personnages avec sûreté.

Il y a dans cette pièce ce qu'il faut d'hésitations, de tentatives timides et de trouvailles solidement imposées pour en faire un spectacle qui tient le coup. Anna Karina est étonnante. On a envie de dire « curieuse », mais ce terme est généralement compris de façon péjorative, on ne sait trop pourquoi.

Il faut voir la Religieuse. Elle est vivante. Elle est saine.

Jean ROLLIN

La Religieuse, de Diderot, au Studio des Champs-Elysées. (Photo Bernand.)

«Seuls sont les indomptés»

Deux hommes, deux amis qui avaient en commun la haine des lois et de la contrainte, et l'amour de la nature et de la liberté ont vécu ensemble selon leurs idées jusqu'à ce que l'un d'eux, marié et père de famille se fixe dans une petite ville près de la frontière et tente de gagner sa vie en devenant écrivain, tandis que sa femme, qui elle aussi avait vécu la vie libre de son mari, peint. Mais il a été condamné à deux ans de prison pour avoir aidé des ouvriers mexicains à passer la frontière. C'est ce qui incite son camarade (Kirk Douglas) à quitter la montagne où il mène sa vie d'en dehors et à se faire mettre en prison. Pour ce faire, une bagarre dans un bistrot et le manque de papiers d'état civil ne suffisant pas, il frappe et insulte les flics qui le passent à tabac. En prison il retrouve son copain et lui fait comprendre qu'il est venu l'aider à s'évader, mais l'autre décline prétextant que s'ils ratent leur évasion il risque cinq ans de prison alors qu'il n'en a que deux à faire. Il s'évade donc seul, retrouve sa jument impulsive et part vers la frontière à travers les rochers escarpés de la montagne. La police est bientôt à ses trousses, aidée par un hélicoptère de l'armée. Il réussit toutefois à échapper à ses poursuivants mais sera renversé sur la route par un camion que sa jument effarouchée et « indomptée » n'a pu éviter.

C'est DALTOU TRUMBO, jadis victime de la commission des activités anti-américaines qui a tiré, d'un roman d'Edward ABBEY, ce scénario très simple et truffé d'idées qui expriment bien la grandeur d'âme et le courage de l'anarchiste en lutte contre la société moderne, policée et abrutie : il ne peut passer devant une plaque indiquant « propriété privée » sans la faire sauter, ni devant un gardien de prison sadique sans lui tenir tête, quitte à y laisser une dent. Il ne peut se résigner à abandonner sa jument qui se cabre à chaque coup de feu, mais abat l'hélicoptère, qui tombe comme une feuille morte sous l'œil hébété du schériff.

Ce scénario est discrètement mis en images par un cinéaste peu connu : David MILLER, mais c'est en fait Dalton TRUMBO le véritable auteur du film qui est éclairé par le joli visage de Gene ROWLAND. Très bonne comédienne, elle incarne la femme en lutte entre son idéal de liberté et sa nature maternelle qui l'oblige à tempérer sa révolte.

C'est aussi une des meilleures créations de Kirk DOUGLAS, qui avait déjà personnifié d'admirables révoltés de « l'Homme qui n'a pas d'étoiles » à « Spartacus ». Il a su ici se montrer très sobre et très nuancé. Le film se termine sur son regard d'homme blessé, vaincu, prisonnier. Mais derrière la souffrance luit l'espoir et la révolte. On guérit de ses blessures, les prisons sont faites pour s'évader et il existe encore, là-bas derrière les rochers, des forêts de pins et des plaines sans barbelés où les flics ne s'aventurent pas.

Aurélien DAUGUET

Devant le buffet

Après Paris et New-York, M. Bernard BUFFET exécute Venise en vingt-et-un panneaux de grand format. Cela tient du décor de théâtre et de la pire carte postale agrandie. Jamais Mr B. B. n'a vu, n'a peint Venise sous un angle original. Déformer les perspectives ne suffit pas.

Mais, après tout, pour son public, pour sa clientèle, cela a-t-il de l'importance ? Devant les monuments et les gondoles, les vieilles taupes de la haute et leurs péronnelles de filles se pâment. Elles connaissent leurs classiques publicitaires : « gondoles... le tableau qu'il vous faut ».

Et c'est devenu une tradition. Maintenant il faut chaque année à la clientèle de Mr B. B. son vernissage parisien. On s'y bouscule : visons et astrakans sans oublier Mme Pompidou. Quel avenir pour la peinture là-dedans ?

On achète du Buffet parce que ça coûte cher. Et après ?... Les jeunes peintres dont les prix sont encore accessibles ne se vendent pas. On se méfie : « ce n'est pas cher, ce n'est pas bon ». Comme si c'était un critère ! Alors, je dis, avec les jeunes peintres : nous entrerons dans la carrière quand les Buffet n'y seront plus.

Si vous avez du temps à perdre, jetez un coup d'œil en passant chez David et Garnier, 6, avenue Matigons, jusque'au 9 mars. La maison en impose (la moquette est confortable). Mais ne vous y trompez pas : la marchandise que couvre le pavillon, c'est du toc. Rien ne vous oblige à croire à cette peinture-là.

J. L. GERARD

Un tueur : Horace

Ce brave prof. de français de classe de troisième, éberlué par mon amour inmodéré pour Camille et par l'horreur que m'inspirait Horace, j'aurais aimé le conduire l'autre soir au Théâtre de Comédie de Strasbourg.

Les belles pièces classiques (et « Horace » en est une) ne passent plus la rampe aujourd'hui que pour quelques abonnés scrofuleux de la Comédie Française ou bien à titre d'illustration du langage. On enterre Corneille et Racine une seconde fois en les transformant en pièces de musée. Et puis c'est tellement facile pour les enseignants paresseux ou bêtement conformistes de réduire leur cours de français à un cours de morale où on exalte les vertus du patriotisme, du héros prêt à donner son sang pour son pays. Et dans le cas particulier d' « Horace » on oublie évidemment de signaler qu'il répand le sang des autres en prenant bien garde que le sien n'y soit pas joint.

Pour Hubert Gignoux et ses camarades de la Comédie de l'Est il n'y a plus de situation cornélienne. Et c'est bien ainsi. Le mythe balayé, les héros redeviennent ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être. Sabine, une bonne petite bourgeoise qui craint de voir perturbées ses habitudes, Curiace, un pauvre imbécile qui craint de se révolter, le vieil Horace, une ganache sadique qui joue à se faire plaindre mais jouit intérieurement en imaginant la gloire que lui rapportera la mort de ses fils, Horace, une bonne brute patriotique, la perle des « commandos » de l'armée romaine, impressionnante image de la lâcheté puante des tueurs. Camille enfin, qui ose dire non, qui se dresse belle et brave face à la pourriture nationaliste. Armée de son amour raisonnable et tenace elle conteste l'arbitraire du pouvoir.

Elle en crèvera, car de l'antiquité à nos jours l'assassinat des femmes est la principale occupation des guerriers, mais elle est le roc sur lequel nous fondons notre espoir. Camille notre figure de proue !

Souhaitons vivement que cette courageuse équipe vienne présenter son « Horace » à Paris. Mais attention : J. J. Gautier et ses semblables en avaleront sans doute leurs stylos et s'acharneront à le faire payer.

Marc PREVOTEL

Radio

Lorsqu'il y a 20 ans, les libertaires écoutaient la radio anglaise, ce n'était certes pas pour se délecter des appels aux armes et à la haine qui y tenaient alors lieu de fond sonore. Cependant, on pouvait de temps à autre comprendre le pourquoi d'un événement inexplicable ici, grâce aux « informations » de ceux d'en face.

Ajourd'hui, alors que l'ex-Gouvernement provisoire en exil à Londres tient ses assises de ce côté-ci de la Manche, sommes-nous mieux informés ? Non, sans doute, l'Europe unie a changé de promoteurs, le nom des agences de presse n'est plus le même mais les méthodes d'intoxication restent strictement identiques.

Il nous reste, pour essayer d'éclairer notre lanterne, la possibilité d'accrocher comme il ya quatres lustres (cela ne rajeunit personne), les services français de la B.B.C. sur 464 mètres. Des informations, revues de presse, commentaires politiques, y sont diffusés à 6 h 20, 8 h 30, 12 h 30, 19 h 30, à peu près quotidiennement. Détail piquant : rien n'est changé, nous marchions sous l'occupation à l'heure allemande, nous avançons aujourd'hui comme alors d'une heure sur Greenvich.

⁂

Les princes qui nous oppriment ont décidé de faire de 1963 une année sociale. Rendons-leur cette justice : depuis le milieu de l'année dernière, ils nous gratifient chaque matin, à 6 h 45, sur la chaîne parisienne France II, *de cinq minutes d'informations syndicales à l'enseigne de* « Social-Matin ». *On ne tient certes pas de propos révolutionnaires à ce micro, mais on entend parfois des nouvelles réconfortantes concernant notamment les mouvements revendicatifs en cours.*

⁂

Le toujours bon producteur Pierre LOISELET a quelque peu modifié son émission du lundi soir : « Ma belle jeunesse », Régional France II, *20 h 46. Outre notre ami Roger MONCLIN et l'équipe habituelle de « Qu'avez-vous fait de votre vie ? », LOISELET a eu l'idée de s'adjoindre un homme de qualité dont nous avons vanté les mérites ici même : Maurice GENEVOIX, qui évoque avec tout le talent que nous lui connaissions déjà, des souvenirs personnels.*

Cette opération apportera, nous en sommes sûrs, quantité de nouveaux auditeurs à l'excellent LOISELET.

J. F. STAS

La liberté, l'amour et la poésie

Depuis plus de trente ans, l'on se complaît à répandre dans les bas offices où se préparent les ragoûts littéraires dont sont si friands les critiques émasculés de la maffia intellectuelle en place, que le Surréalisme, outre son attrait purement esthétique, est une optique, un mouvement actif, en voie d'extinction, de disparition. Ces fossoyeurs, toujours, hâtifs d'enterrer le Surréalisme, doivent s'imaginer, confortablement installés dans leurs morales souples et changeantes, que leur pouvoir d'audience, tant dans la presse qu'aux latrines gouvernementales, doit suffire à faire sombrer dans l'oubli un mouvement qui reste toujours aussi vigilant, comme s'il suffisait que leurs sourdes haleines fétides éteignît un feu révolutionnaire qui maintenant, plus que jamais, devient et doit devenir pour les jeunes libertaires, le phare, la piste diamantée, menant à l'accomplissement de toute personnalité déjà en voie de bouleversement par les multiples contacts quotidiens avec l'hypocrisie, l'injustice et les tyrannies, dont font preuve les institutions en place, qu'elles se nomment églises, cellules de partis ou bourgeoisie. Le Surréalisme n'est pas un parti, bien qu'un « papillon » surréaliste de 1930 demandait innocemment si « le Surréalisme était le communisme de l'Esprit », mais bien un « Mouvement », toujours mouvant, qui au fil des années, fait avancer ses coulées de lave dans les esprits de ses adeptes, en donnant à ceux-ci le moyen de prendre CONSTAMMENT la réalité à bras le corps et de bien souvent lui régler son compte, pour la dénuder en subissant un bouleversement identique à celui de notre éblouissement devant le corps nu de la femme qui vient s'offrir. « L'œil existe à l'état sauvage » écrivait André Breton, il suffit donc d'un bon décrassage de notre vision quotidienne, pour se rendre compte que tout n'est pas aussi bien en ordre, que tout n'est pas aussi florissant, que nos conditions de vie ne sont pas aussi bonnes, ainsi que le prétendent les gouvernements en place, que les morales, les cathéchismes et les doctrines rougeâtres qui imbibent nos cerveaux, doivent être définitivement bannis, pour que l'être retrouve sa pleine origine, celle de l'HOMME NATUREL, de l'homme IVRE de vie, d'Amour et de Liberté et ce, en urinant sur les drapeaux, emblêmes de patries guerrières, dont les terres sont semencées par le sang de milliers et de milliers d'humains, tués pour défendre dans l'obscurantisme le plus total, des couleurs délavées par nos crachats; en s'abrogeant le droit de bénir, à notre tour, le vin et le pain, dont les libertaires connaissent, autant que les canailles noirâtres qui agitent les sonnettes de leur Saigneur de brebis égarés aux cieux, le symbole d'humanité, et, en dernier lieu, de démanteler le symbole sacro-saint de la famille qui sait engendrer dans l'esprit de tout enfant, la mythification du Père et de la Mère, en coinçant l'Esprit dans l'étau d'une dualité néfaste à l'unicité absolue d'un être LIBRE.

Toutes ces attitudes VRAIMENT révolutionnaires, les surréalistes furent les seuls à savoir les appliquer dans le domaine de la pensée philosophique, la poésie, les arts plastiques et la littérature. Depuis 1920, un courant d'énergie électrifia, survolta une jeunesse avide de fraternité et de libre pensée, un slogan, « la Révolution d'abord et toujours » fut leur maxime. De jeunes peintres, écrivains, poètes participèrent d'emblée à toutes les manifestations, activités internes ou extérieures du mouvement : Joan Miro, Max Ernst, René Magritte, Robert Desnos, René Crevel, Antonin Artaud, Benjamin Péret, Paul Eluard, etc. Ce fut la publication de « La Révolution Surréaliste », 12 numéros, du 1° décembre 1924 au 15 décembre 1929; « Le Surréalisme au service de la Révolution », 6 numéros, de juillet 1930 à mai 1933; « Minotaure », dont les 11 numéros s'étalèrent sur une période allant de 1933 à octobre 1938. La guerre survint et toutes publications « officielles » engageant collectivement le mouvement stoppa. Une activité occulte commença, où chacun put faire le point de ses activités passées, jusqu'aux jours de 1947 où tout le travail, élaboré aux quatre coins du monde, par les très rares surréalistes restés fidèles aux principes vitaux du mouvement, purent retrouver le moyen de s'exprimer par le truchement d'une revue. « Néon », « Médium », « Le Surréalisme, même », autant de titres éclairs qui éclairèrent les ténèbres intellectuelles de l'après-guerre, en justifiant toujours, la rigueur d'un état d'esprit inchangé depuis les prémices dictés par André Breton dans son « Premier manifeste du Surréalisme ». Des conflits internes eurent lieu, et l'on vit des hommes comme Aragon, Eluard, quitter le mouvement surréaliste pour des cieux plus rouges, mais, comme l'hydre, de nouveaux apports venaient se greffer au mouvement, en apportant à André Breton, ce Verseau vigilant, à la constance révolutionnaire exemplaire, un « espoir inébranlable dans la jeunesse », comme un témoigne la revue « La Brèche » dont le sommaire s'orne de noms toujours nouveaux.

De nos jours, il est plus que nécessaire que les anarchistes se sentent en communion étroite avec se mouvement révolutionnaire, que je qualifierai de ROMANTIQUE, tellement sa démarche historique, fut et sera, le raz-de-marée nécessaire aux nettoyages des grandes écuries mentales, où se complaisent les êtres trop avides de confort, de considération et de rosette. Bien plus qu'un mouvement intellectuel, le Surréalisme est aussi une façon de vivre quotidiennement dans le merveilleux, en sachant voir « les choses derrière les choses », comme l'écrivait Jacques Prévert dans son dialogue de « Quai des brumes » (film qui n'était d'ailleurs pas surréaliste, mais réaliste tout court et emmerdant s'il n'y avait pas eu la musique de Maurice Jaubert et l'adaptation de Prévert). Le surréalisme est aussi grâce à son humour, un sourire constant pour l'insolite qui est toujours présent dans la rue, comme la poésie dans les lits, et plus l'humour est noir, macabre, plus il obtient de force libératrice. « L'humour est le sourire de la révolte », et chaque libertaire se doit de le pratiquer dans une époque confusionnelle, où, à court d'argument, on traite les gens d'« anarchistes » comme si, en prononçant ce mot, l'on faisait appel à l'injure la plus basse issue d'un vocabulaire poissard; il en est de même avec le surréalisme, ce terme, un des plus beaux avec l'anarchie, de la langue française, est actuellement sur plus d'une langue vérolée, qui à son propos, invoque les Folies Bergères, la dernière crise d'entérite de Dali ou les vitrines des grands magasins : « c'est surréaliste ! » Comme l'on dirait : « ce sont des anarchistes ! » Je crois qu'il serait également de bon ton, « qu'à seule fin de prendre date », de dire une fois pour toutes, que jamais nous irons dauber de tels porcs et que nous leur réservons, d'ores et déjà, nos merdes en guise de miroirs, pour le jour du grand foudroiement.

L'humour est donc une arme très dangereuse, explosive pour qui sait la manier, essayez-la et vous l'adopterez ! En conclusion, je pense comme Hégel, que « l'on ne saurait rien attendre de trop grand de la force et du pouvoir de l'esprit ». Un acte surréaliste est comme l'hirondelle bien connue, mais au lieu d'annoncer le printemps, il peut bien faire écho à l'approche d'un été lumineux, dans un bruit de fanfares cassées et de ciboires fendus, en sachant que ceux qui ont du plomb dans la tête peuvent le fondre en or surréaliste avant qu'il ne soit trop tard.

J. C. TERTRAIS

La mort de la mère Cognacq

A l'âge où les enfants roulés dans le sable
Tels des escalopes panées
Cherchent le chemin du centre de la terre
La mère Cognacq les seins lourds du lait
Que sa mère lui avait légué
Ramassait ses aiguilles brisées pour fabriquer des canons

Un jour le canon de ses rêves fut fondu
Puis vendu aux ennemis
Par le père Cognacq.
En souvenir de cet événement la Samaritaine fut ouverte
Et chaque matin en s'y rendant
La mère Cognacq ramassait le crottin de ses chevaux
Pour les pissenlits de son époux.

Hélas elle est crevée la mère Cognacq
Elle est crevée comme la France.
De sa panse verte comme un pâturage
S'échappent les familles nombreuses
Qui pour chaque enfant
Recevaient une pelle à feu.

Plus de mère Cognacq
Plus d'enfants venant après dix-huit autres
A Pâques ou à Noël
Pisser dans la marmite familiale.
Elle est crevée la mère Cognacq
Dansons dansons en rond
Sur sa tombe surmontée d'un étron

Je ne mange pas de ce pain-là

Benjamin PERET

LE LIVRE DU MOIS par Maurice Joyeux

MEMOIRES D'UN PARISIEN, de J. Galtier-Boissière. Tome III. (Editeur, La Table Ronde)

Jean Galtier-Boissière continue à se pencher sur son passé... et sur celui des autres pour notre plus grande joie et la plus grande confusion des malapris qui encombrent la carrière des lettres et des Arts et la hargne des affairistes et des politiciens tarés. Le tout ponctué de solides coups de fourchettes dont cet amateur de jolies femmes et de bons mots assaisonne son propos. Et si l'on sait que ses complices se nomment H. Jeanson, Pierre Bernard, Oberlé, P. Léautaud, le « Canard enchaîné », etc., et que ses têtes de turcs sont Picasso, Suarez, Aragon, Bunau-Varilla, Sartre et naturellement le « Figaro », on reste en admiration devant son éclectisme : Tréno, dans le « Canard » en parlant du livre a cité Pierre de l'Etoile dont cet ouvrage a le caractère concis, mais je crois qu'on pourrait plus justement rappeler Tallemant des Réaux dont il possède la facture acide et la désinvolture insolente... Des « accords de Munich » au « Cessez-le-feu » en Algérie, nous prévient la prière d'insérer en passant par l'occupation, la libération, l'épuration. Comme on le constate, la matière est vaste et pour les besoins de la pagination les salauds défilent au pas de charge, pas assez vite cependant pour que le lecteur ne sente remonter de vieux souvenirs ! Coucou, le revoilà celui-là. On rit de bon cœur, on grince un peu les dents, on se reproche un manque de mémoire, une indulgence paresseuse et on sait gré à Galtier de se souvenir pour nous, de tous les salauds qui ont assombri notre existence.

Bon, je ne jurerais pas, que je n'ai jamais entendu, les histoires du « vénéré Directeur », j'ai lu tous ses livres, pas ! Mais qu'importe, elles sont toujours savoureuses et même si mon appétit est moins exigent que le sien, même si son « monde » me laisse perplexe, je retrouve toujours avec plaisir sa phrase courte et incisive, son adjectif qualificatif formel, ses souriantes fureurs. Et puis, il faut bien le dire, ce vieil anarchiste, grand bourgeois, plein de préjugés — des bons — aime avec indulgence les anarchistes, les vrais ! Ceux-ci le lui rendent d'ailleurs bien. Alors ! pas d'hésitation. Au libraire le plus proche !

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CHINE COMMUNISTE, par T. J. Hugues et D. E. T. Louard. (Les Editions Ouvrières.)

L'excellente collection « Economie et Humanisme » publie un livre remarquable sur l'évolution économique et sociale de la Chine communiste. Les auteurs, deux économistes anglais, ont su s'élever au-dessus du préjugé politique pour analyser avec minutie le développement économique de la Chine depuis que les communistes ont pris le pouvoir. Tout d'abord les auteurs nous brossent un tableau de la Chine traditionnelle, puis ils nous précisent les raisons qui ont guidé les dirigeants lors de l'établissement du premier plan quinquenal. Puis c'est le grand « bond en avant », l'établissement des communes, la transformation de l'agriculture, l'organisation du travail, du commerce extérieur. Et parallélement nous assistons à la transformation des structures. Nous apprenons comment après une socialisation prudente la collectivisation s'est accélérée, une fois gagnés à la cause communiste les proprietaires moyens et une petite bourgeoisie ruinee par une guerre interminable et qui n'avait plus rien à perdre dans l'aventure révolutionnaire.

Ouvrage objectif, écrit sans passion, avec minutie, mais également avec un souci de la clarté et de l'objectivité qui en fait un modèle du genre, c'est un instrument de travail indispensable à tous ceux qui veulent écrire ou simplement méditer sur des transformations qui se fondent en marge de l'Europe occidentale et qui sont appelées à avoir des répercutions profondes sur l'évolution des peuples. Présenté avec soin par l'excellente Maison d'Edition de l'avenue des Sœurs Roslie, ce livre, augmenté de graphiques et de cartes, est un modèle de ce genre ingrat. Il mérite beaucoup mieux que l'attention forcement limitée des spécialistes.

LE LIVRE DE POCHE (NOUVELLE RUBRIQUE).

Sous cette rubrique nous présenterons chaque mois quelques-uns des ouvrages publiés par cette collection à prix abordables. Malheureusement le manque de place nous obligera à réduire les commentaires d'œuvres en générale connues du grand public et nous nous bornerons à les caractériser d'une phrase.

● *Les Nus et les Morts*, de Norman MAILER. L'histoire d'une patrouille américaine luttant contre les Japonais. Le meilleur livre écrit sur la dernière guerre. C'est un long cri de haine contre l'abrutissement militaire.

● *Nouvelles Exemplaires*, de CERVANTES. Suite de nouvelles amorales et souvent grivoises où l'auteur de « Don Quichotte » se révèle comme un maître du réalisme.

● *L'Invité*, de Simone de BEAUVOIR. Le meilleur ouvrage de cet auteur. On retrouve à travers la trame romanesque les éléments essentiels de ses mémoires.

● *Jacques le Fataliste*, de DIDEROT. Ce remarquable roman de Diderot, que le cinéma s'apprête à mettre « en pièce », mérite d'être lu avant que ne soit perpétré le mauvais coup qu'on se prépare à asséner à un des nos plus grands écrivains.

NOTE. — *La librairie Publico peut vous procurer tous les livres de poche que vous désirez.*

THEORIE par Maurice Laisant

ET ACTION

Pour tous ceux, dans nos rangs, ayant pratiqué la controverse soit à une tribune, soit d'individu à individu (et qui ne l'a pas pratiquée peu ou prou), il est à constater le biais par lequel on prétend réfuter nos théories.

Le biais condamne la possibilité du monde de demain au nom des tares de celui d'aujourd'hui.

Cette substitution des données du problème ne trompe que les esprits simples et ne saurait gêner un propagandiste sérieux.

Elle équivaut à cette vieillé plaisanterie : « Je n'aime pas les petits pois et je suis fort heureux de ne pas les aimer. Car si je les aimais j'en mangerais, et comme je ne les aime pas ce me serait fort désagréable. »

Pour se préserver d'un adversaire pratiquant une pareille dialectique, il suffit de prendre soin de circonscrire son sujet, de faire valoir l'aspect nouveau du milieu et des modes d'existence dans un monde rénové, qui amène fatalement un nouvel état d'esprit des individus, les centres d'intérêt se trouvant déplacés.

L'homme délivré du souci et de l'appât du gain, la production allégée de toutes les superfluités dont elle se trouve aujourd'hui encombrée par les rivalités financières et par l'absurdité d'une économie visant moins à satisfaire les besoins humains que les profits particuliers. Le nouvel ordre ainsi envisagée ne saurait être entravée par les contradictions sociales et les luttes de classes et d'individus, tribut inévitable de l'actuelle société.

Autrement complexe est le comportement quotidien de l'anarchiste, autrement difficiles à résoudre les problèmes qui se posent à lui.

En effet ici il y a dualité :

— D'une part la société dont il rêve et dont il sent la réalisation possible et proche peut-être.

— D'autre part la société où il se trouve et qui constitue un continuel démenti à toutes ses aspirations et une perpétuelle opposition à toutes réalisations libertaires.

Entre l'une et l'autre il y a conflit et antagonisme de tous les instants.

Et la fatalité (j'emploie le mot dans son sens total) nous contraint à vivre dans un monde que nous voudrions dépassé, à servir une société que nous désirerions combattre, à soutenir un système que nous souhaitons voir s'écrouler.

Sur dix heures d'activité quotidienne de notre existence, deux sont consacrées à livrer le combat à un état de choses que huit heures de notre travail fortifient et rendent plus difficile à mettrè bas.

Mais sans envisager cet aspect du problème, qui est une compromission de l'anarchiste et même du seul révolutionnaire, cet article a pour objet d'examiner tous les autres compromis qui découlent de toute action militante.

Dès l'instant que l'on s'engage sur la voie d'une lutte, il nous faut emprunter des armes à l'adversaire, utiliser tout le matériel que nous aspirons à voir disparaître, nous servir des éléments que nous condamnons.

Il nous faut capitaliser pour la cause, alors que nous dénonçons le capitalisme, il nous faut recourir à la publicité, alors que nous accusons la publicité d'être un élément d'abrutissement de l'individu, d'abaissement de son esprit critique et de constituer le viol psychique des foules.

Et même dans le combat quotidien, nous nous trouvons amenés à certaines limitations de notre propagande et de notre philosophie.

Si nous voulons aller à la masse, nous faire entendre d'elle, il importe de multiplier notre présence dans les cartels et les rassemblements provisoires ou permanents.

Et là, nous ne pourrons faire entendre qu'une partie de nos vues, et nous nous trouverons au coude à coude avec des hommes dont nous sommes les adversaires dans d'autres domaines.

Mais en contrepartie il nous sera possible de développer par la parole ou par l'écrit notre conception sur différents points de vue : syndicalisme, coopératives, pacifisme, laïcité, etc. Et ne savons-nous pas que, poussées à leur aboutissement, toutes ces théories convergent vers l'anarchie, qu'elle en est le prolongement logique et inévitable ?

Le syndicalisme tel qu'il a été conçu par ses créateurs de Varlin à Yvetot en passant par Pelloutier, à visé à la suppression du salariat, à l'égalité économique des hommes et à la gestion du travail par les travailleurs.

Les coopératives visent à la suppression des parasites, au circuit direct du producteur au consommateur et, dans un monde à venir, à la répartition des denrées et de tous les produits du travail aussi bien dans le domaine matériel que spirituel.

Le pacifisme condamnant la guerre se voit amené en toute logique à en combattre les causes, à dénoncer les morales qui la justifient, les intérêts qui en bénéficient et les pouvoirs qui la déclenchent.

La laïcité étant basée sur le respect de la pensée d'autrui, sur le souci de n'enseigner que ce qui est contrôlable, de prôner le doute d'où découle l'esprit critique et la recherche, forme des cerveaux libres accessibles à toutes les théories et disponibles devant toutes les novations.

Eh bien ! ne vous semble-t-il pas qu'un tel ensemble constitue un programme assez complet des théories qui sont les nôtres ? Et même si l'une de ces différentes branches ne fait que soulever l'un des aspects du problème général, cette lumière jaillie n'invitera-t-elle pas les meilleurs à rechercher la totale clarté, à se pencher sur le problème et à nous découvrir dans notre entier ?

Tous les chemins de l'affranchissement humain passent par nous et mènent à nous, je ne crains pas de le répéter.

Cependant ce contact et cette collaboration avec l'extérieur ne va pas sans danger; si tous les centres d'activité que je signalais plus haut sont marqués de l'esprit et des méthodes libertaires, combien souvent elles s'égarent, perdent de vue leur raison d'être et oublient leur finalité.

Consciemment ou inconsciemment, dans un monde qui n'est pas fait pour elles et qui est indigne d'elles, on les voit s'embourgeoiser, et de concession en concession devenir inopérantes, n'ayant plus à offrir que l'attrait d'un programme ou d'une façade.

La chose s'opère si insensiblement qu'en toute bonne foi, le camarade y participant peut ne pas même s'en rendre compte.

Ralenti dans son action par les éléments les plus tièdes, faisant toujours figure d'avant-gardiste, il peut croire sincèrement tenir ce rôle.

Et il le tient toujours par rapport à son organisation, c'est elle qui ne le tient plus par rapport à la société et par rapport à l'action qu'elle se promettait d'y mener.

Comment éviter un pareil vieillissement ? Comment établir un contrôle de soi-même pour tous ceux qui militent dans des mouvements parallèles ? Comment se préserver de l'esprit administratif ou du tiédissement des convictions ?

Ne jamais perdre de vue l'objectif final, est assurément indispensable, mais non pas suffisant.

Ce qu'il faut c'est que le camarade qui milite dans un mouvement parallèle ne cesse pas pour autant de militer dans le mouvement anarchiste, qu'il reste en contact avec des hommes épris de son idéal, non seulement sur un plan mais sur tous les plans, qu'ils puisse confronter ses idées aux leurs, envisager le problème dans toute son étendue.

En somme, les mouvements parallèles étant des cercles où l'on donne, il faut le compenser par des cercles où l'on reçoit, faute de quoi la pensée anarchiste s'appauvrit, comme s'appauvrirait un accumulateur dont on prélèverait l'énergie et qu'on ne rechargerait jamais.

A ce prix les risques d'égarements se trouvent, sinon abolis, du moins réduits au minimum.

⁂

Tout le drame du militant (je l'ai indiqué plus haut) c'est son impuissance à mordre sur le présent, à réaliser dans un domaine ou dans un autre un peu de cet idéal.

Les uns au nom de la pureté se refusent à toute action.

Les autres au nom de l'action se jettent sans prudence dans la mêlée.

Constatons que ceux-ci comme ceux-là sont perdus pour nous :

Les premiers parce qu'ils s'aigriront, parce que leur idéologie ne débouchera sur rien et se situera dans un éternel avenir.

Les seconds parce qu'ils batailleront pour n'importe qui et pour n'importe quoi.

Les premiers parce qu'ils ne sont pas assez impatients.

Les seconds parce qu'ils le sont trop.

Il faut voir les choses en face : se garder d'un purisme négatif contraire à la vie qui est de s'épanouir non dans un futur incertain, mais dans la réalité présente.

Il faut de même se préserver d'un besoin d'agitation vaine et d'enlisement dans des apparences libertaires, ne pas méconnaître les inévitables compromissions qui nous guettent, ne les accepter que dans la mesure où elles sont payantes et où nous n'en sommes ni les dupes ni les victimes.

Dans l'équilibre, d'une part du normal besoin de réalisation, d'autre part dans la crainte de se perdre, un militant doit pouvoir trouver sa place et sa raison d'être.

Classiques de l'anarchisme

IL FAUT BRISER LE CERCLE INFERNAL

Comme vous le voyez, mes chers camarades, nous tournons dans un cercle infernal. Ce cercle infernal, il est indispensable de le briser. Comment ? Un seul moyen, toujours le même. Ma conclusion ne change pas, quel que soit le sujet que je traite, ma conclusion est toujours la même, parce qu'il ne peut y en avoir une autre : nécessité d'une transformation sociale, mettant fin au contrat social qui nous régit, brûlant toutes les vieilles archives, les vieux contrats disparaissant, donnant naissance à des archives nouvelles, à des contrats nouveaux.

Ce cercle infernal, dans lequel nous sommes enfermés, qu'il faut briser, c'est la société capitaliste et autoritaire. Qui donc peut la briser ? La réponse est facile. Qui peut briser le cercle, si ce n'est le prolétariat, la classe ouvrière, éternelle victime ?

Plus que jamais, mes chers camarades, il convient de rappeler cette déclaration de la première Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Entendez-moi bien; je dis, et je le dis à la suite des fondateurs de la première Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Cela signifie que ce ne sera pas l'œuvre d'un Messie, l'œuvre d'un Tribun, l'œuvre d'un Parti, l'œuvre d'un Parlement, l'œuvre d'un Etat quelconque, mais l'œuvre des Travailleurs groupés, des Travailleurs unis et réunis, dans la seule organisation de classe qu'on appelle le « Syndicat ».

Oui, le salut est en effet dans le Syndicalisme; mais pas dans un syndicalisme s'inspirant de l'intérêt général. Il n'y a pas d'intérêt général, il n'y a que des intérêts opposés : l'intérêt du patron est opposé à celui de l'ouvrier, l'intérêt du vendeur est opposé à celui de l'acheteur, l'intérêt du propriétaire est opposé à celui du locataire. Du haut en bas de l'échelle sociale, il y a un dualisme constant d'intérêts. Dès lors, il ne peut pas y avoir d'intérêt général.

Le salut n'est pas, non plus, dans un syndicalisme constituant une sorte d'appareil économique, s'adaptant à l'Etat bourgeois et le fortifiant, mais tout au contraire, dans un syndicalisme réfractaire à toute adaptation de ce genre.

Le salut n'est pas dans un syndicalisme aux revendications timides et partielles; mais dans un syndicalisme aux revendications audacieuses et fondamentales.

Il n'est pas dans un syndicalisme s'ingéniant à aménager et organiser le travail dans le cadre capitaliste; mais au contraire, résolu à organiser le travail sur des bases diamétralement opposées, en ce qui concerne la production et la consommation.

Enfin, le salut n'est pas dans un syndicalisme qui s'attache à prolonger, à sauver le régime, mais dans un syndicalisme qui travaille à précipiter, à assurer l'effondrement de ce régime.

Cette œuvre, Travailleurs qui m'entendez, est et ne peut être que la vôtre ! Cette œuvre est magnifique, elle est passionnante, elle est seule féconde et libératrice !

Arrachez-vous à votre indifférence ! Mettez un terme à vos divisions intestines ! Faites le plus tôt possible, entre vous, l'unité nécessaire; libérez le travail et libérez-vous vous-mêmes ! Fondez, par une entente libre et commune, fondez un monde nouveau. Alors, plus de chômage !

Dans une société où le travail occupera la place qui lui appartient, quand il y aura en quantité surabondante de quoi satisfaire aux besoins de la vie, les heures de loisir et de culture s'ouvriront devant vous ! Au lieu d'être frappés par le mal dont souffrent aujourd'hui les sans-travail, vous jouirez, alors, pendant quelque temps, du repos qui est nécessaire, des loisirs qui s'offriront à vous, du plaisir et de la joie qu'il y a à cultiver son intelligence, à raffermir sa volonté, à se sculpter une personnalité plus ardente, plus vive, plus forte, plus digne, en un mot meilleure et plus belle.

Et tout cela, toujours pour aller de plus en plus vers une société de bien-être et de liberté ! De plus en plus de bien-être pour tous, de plus en plus de liberté pour tous.

Ce sera le rêve des anarchistes devenu douce, bienfaisante et féconde réalité !

SEBASTIEN FAURE

La crise énonomique et le chômage. — (Conférence faite à Paris au Théâtre de Belleville en 1932)